

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

**RAPPORT ANNUEL SUR L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT
EXERCICE 2019**

Mai 2020



«Le gouvernement continue d’œuvrer à la préservation des équilibres macroéconomiques, à l’application du protocole d’accord avec le patronat et les syndicats, à la mise en œuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire et à la mobilisation sécurisée des recettes.

Un autre impératif s’impose toujours à nous : il s’agit de la gestion des projets convenus avec la Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars qui seront investis dans les domaines de l’éducation, des infrastructures, de l’énergie et de l’agriculture. Plusieurs des projets concernés sont déjà en cours d’exécution.

La Guinée a également obtenu plus de 20 milliards de dollars en promesses de financements publics et privés au titre du Plan national de développement économique et social -PNDES-, lors de la réunion de Paris. Les investissements prévus seront utilisés dans divers projets. Ces engagements s’exécutent dans le cadre d’un rapport de confiance rétabli avec le Fonds monétaire international, institution avec laquelle, notre gouvernement vient de conclure un deuxième programme économique et financier appuyé par la « Facilité élargie de crédit » d’un montant de 170 millions de dollars ».

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l’occasion de la présentation de vœux de nouvel an 2019, le 31 décembre 2018).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances de l'année 2019.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique (RGBCP), le Ministre du Budget a encadré l'exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2019 par les actes suivants :

- ✓ La communication aux ordonnateurs du décret portant répartition des crédits au titre du budget de l'Etat ainsi que ses annexes,
- ✓ La mise en place des crédits budgétaires de l'exercice 2019 dans l'application Chaîne de dépenses conformément au décret de répartition des crédits ;
- ✓ La lettre circulaire rappelant les règles et modalités d'exécution du budget de l'Etat tant en recettes qu'en dépenses, aussi bien pour budget général que pour le budget d'affectation spéciale ;
- ✓ Les arrêtés portant plan d'engagement annuel, séquencé par trimestre, et son actualisation pour le 2ème , 3ème et 4ème trimestre, sur la base de l'exploitation des données de l'exécution tant en recettes qu'en dépenses, ainsi que sur les ressources et charges de financement ;
- ✓ Les décrets et arrêtés sanctionnant les mouvements de crédits à la demande des ordonnateurs principaux ;
- ✓ La préparation d'une loi de finances rectificative votée par l'Assemblée nationale en décembre 2019 pour refléter les différents ajustements budgétaires, en vue de maintenir l'exécution budgétaire en conformité avec les objectifs budgétaires convenus dans le cadre du programme économique appuyé par la facilité de crédit élargie du Fonds monétaire international ;
- ✓ La régulation budgétaire renforcée au cours des deux derniers mois de l'année 2019 pour tenir compte des difficultés de mobilisation des recettes dont les perspectives présageait un niveau de recettes nettement inférieur à l'objectif de la loi de finances rectificative.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin décembre y compris la période complémentaire, base encaissement et paiement, dégage un niveau de recettes et de dépenses inférieur à l'objectif annuel, en dépit de son ajustement légèrement à la baisse en loi de finances rectificative par rapport à la loi de finances initiale.

En effet, sur une prévision annuelle en LFR de 19 816,67 Mds ajustée à 18 905,01 Mds en raison de la baisse des recettes au dernier trimestre et pour le respect des objectifs de solde conclu avec le FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédits, il a été exécuté au titre des recettes 17 373,02 Mds soit 87,67% (Cf. tableau n°4, données des régions financières). La part de chaque nature de recettes se chiffre à 15 583, 57 Mds pour les recettes fiscales (89,70 %) dont 220,97 Mds correspondant au 15% des recettes minières affectées au Budget d'affectation spéciale « Fonds national de développement local/l'ANAFIC » et 214,04 Mds destinées aux contrats de réalisation des projets C2D¹ ; 623,73 Mds pour les dons², legs et fonds de concours (3,59%) et les autres recettes pour 1 165,73 Mds soit 6,71%.

Comparées à l'exécution annuelle 2018 de 97,36%, les recettes à fin décembre 2019 se sont établies à 87,67 %, soit un écart de 9,69 points.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 16 618,39 Mds contre 23 221,98 Mds, soit 71,56% par rapport à l'objectif de la LFR 2019, en raison de l'ajustement budgétaire nécessaire au maintien de la stabilité macroéconomique et de la non exhaustivité des enregistrements des dépenses sur FINEX de différents projets et programmes.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 14 157,12 Mds contre une prévision à fin décembre de 14 189,77 Mds, soit 99,77%. Sur la même période en 2018, le taux d'exécution était de 80,24%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent sur la base des informations disponibles à 2 461,27 Mds contre une prévision dans le budget révisé de 2019 de 5 068 Mds, soit un taux d'exécution de 48,56%.

Elles se décomposent comme suit :

- Projets financés par la coopération Guinée - UE 782,32 Mds
- Demandes de retraits de fonds enregistrées et traitées par la DNIP.....1 678,95 Mds

Comparés aux dépenses engagées, les paiements hors FINEX se situent à 90,40%, soit quasiment le même niveau qu'en fin décembre 2018 (90,92%) et 109,01 % par rapport aux dépenses ordonnancées contre un niveau nettement supérieur de 122,73 % en 2018.

Le solde de base à fin décembre 2019 s'est établi à 780, 02 Mds contre un objectif du programme de 692,43 Mds et 691,99 Mds dans la LFR 2019 soit respectivement 0,55 % et 0,5% par rapport au PIB.

¹ C2D : contrat de désendettement et de développement entre le Gouvernement français et la République de Guinée

² Le don budgétaire de l'Union européenne dont le décaissement était prévu pour l'année 2019, n'a pu être décaissé qu'en janvier 2020.

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFR 2019	13
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	14
I.2-1 Analyse de l'exécution par nature des recettes	15
I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie	18
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	25
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	25
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	27
II -2-1 Analyse des dépenses par titre	28
II-2-2 Situation des instances de paiement à fin décembre 2019	33
II.2.3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés	34
II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs	35
II.2.5 Situation de l'exécution des dépenses du BAS FNDL.....	36
III-SOLDE BUDGETAIRE	37
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT	37
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	37
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....	37
V-CONCLUSION	38
ANNEXES	40

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
ANAFIC	Agence nationale de financement des collectivités locales
ANIES	Agence nationale d'inclusion économique et sociale
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
C2D	Contrat de désendettement et de développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction Générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction nationale des investissements publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d'appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l'énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union Européenne

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin décembre 2019 de la loi de finances rectificative en milliards de GNF	9
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2019 (en milliards de GNF) 12	
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)	14
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales à fin décembre 2019 (en milliards de GNF).....	16
Tableau 6: Exécution globale des dons à fin décembre 2019 en milliards de GNF	16
Tableau 7: Exécution des Autres recettes à fin décembre 2019 en milliards de GNF.....	17
Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin décembre 2019 (en milliards de GNF).....	20
Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)	22
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)	23
Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2019 après la LFR (en milliards de GNF) 26	
Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX.....	28
Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)	30
Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 décembre 2019 (en Mds de GNF)31	
Tableau 15: Situation des restes à payer au 31 décembre 2019	34
Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 décembre 2019 (en milliards de GNF)..	34
Tableau 17: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 décembre 2019 (en milliards de GNF) .	35
Tableau 18: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	36
Tableau 19: Situation des ressources et des charges de financement à fin décembre 2019	37
Tableau 20: Exécution globale/phase et par administration à fin décembre 2019 en milliards de GNF	41
Tableau 21: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2019	44
Tableau 22: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement hors FINEX) à fin décembre 2019.....	47
Tableau 23: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures y c FINEX (base paiement) à fin décembre 2019	50
Tableau 24: Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2019 (en milliards de gnf)	54
Tableau 25: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF	55
Tableau 26: Etat d'exécution des subventions et transferts (hors collectivités locales) en milliards de gnf	56
Tableau 27: Situation résumée des opérations budgétaires de l'Etat en milliards de GNF.....	58
Tableau 28: Exécution des Investissements par Bailleurs en milliards de GNF.....	61

Liste des graphiques

Figure 1:Analyse de l'exécution globale des recettes à fin décembre 2019	15
Figure 2: Exécution des recettes par régie à fin décembre 2019.....	19
Figure 3: Analyse globale des dépenses à fin décembre 2019	28
Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement à fin Décembre 2019	33

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire et principaux résultats atteints

Les projections budgétaires 2019 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,9%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 8,6%, un taux de change de 9 824,7 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,7% du PIB. En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -2,4% du PIB, et un solde budgétaire de base de 0,9% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 45,5 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

Quant aux projections révisées, elles ont tablé sur un taux de croissance du PIB de 5,4%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 10,9%, un taux de change de 9 015 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale hors dons de 13,63% du PIB.

A fin décembre 2019, les objectifs ajustés se sont établis à 5,6% pour le taux de croissance économique, 9,5% pour le taux d'inflation avec un taux de change moyen de 9 184 GNF pour un dollar US. Rapportées au PIB, les recettes fiscales ont représenté 12,91%.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs révisés de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -2,70% du PIB, un solde net de gestion de 4,44% du PIB, un solde primaire global de -2,88% du PIB et un solde de base de 0,55% du PIB, (ii) le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC

CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

Sur la base des tendances observées au cours de l'année 2019, l'objectif de solde budgétaire de base a été révisé à 0,55% du PIB et des ajustements sont opérés dans les prévisions de recettes et de dépenses, en vue de préserver la stabilité macroéconomique. Le Gouvernement a mis en place par décret, l'agence nationale d'inclusion économique et sociale, afin de poursuivre sa politique de réduction des inégalités sociales et pour laquelle une dotation de 87 Mds de GNF est prévue au budget de l'Etat.

Les grandes masses de l'exécution budgétaire par rapport à la loi de finances rectificative, telles que retraitées dans le tableau des opérations financières de l'Etat à fin décembre 2019 se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin décembre 2019 de la loi de finances rectificative en milliards de GNF

Grandes masses	LFR 2019	Objectifs à fin décembre 2019	Exécution fin décembre 2019	Pourcentage
Recettes intérieures	19 816,67 ³	19 715,00	17 590,6	89,22%
Dépenses courantes	14 189,24	14 101,06	13 829,68	98,08%
Dépenses d'investissement	8 560,21	8 547,13	4 561,60	53,37%
Solde de base dons exclus	691,99	692,43	780,02	113%
Solde de base dons exclus en % du PIB	0,55%	0,55%	0,62%	113,21%

Source : Tableau des opérations financières de l'Etat, décembre 2019.

Contexte économique de l'exécution budgétaire en 2019

En plus des dispositions prévues dans la LFI 2019, l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019, a été marquée par les principaux éléments suivants :

- L'adoption le 04 septembre 2019 de la Loi de finances rectificative ;
- L'appui budgétaire de la Banque Mondiale, initialement attendu pour 40 millions de dollars US passe à 100 millions de dollars US dans le projet de loi de finances révisé 2019 ;
- L'appui budgétaire sous forme d'emprunts non affectés, initialement non prévu, a été mobilisé auprès du Qatar pour un montant de 60 millions de dollars US ;
- Le produit de la vente de la licence d'exploitation 4G à la société Orange Guinée permettra d'encaisser en 2019 un montant non initialement prévu de 90 millions de dollars US ;

³ Situation correspondant aux informations fournies par les comptables principaux à fin décembre

- L'augmentation des subventions à EDG de 880 Mds à 2 157 Mds ;
- L'augmentation du prix du carburant à la pompe de 9 500 GNF à 10 000 GNF en vue de réduire les pertes de recettes des droits de douane sur les produits pétroliers ;
- La préparation et l'organisation des élections législatives en 2019 ;

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

Au 31 décembre 2019, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se situe en moyenne à 86,27% par rapport à l'objectif de la période et se présente ainsi qu'il suit :

- **Pilier I** : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....97,43%
- **Pilier II** : Transformation économique durable et inclusive.....74,70%
- **Pilier III** : Développement inclusif du capital humain.... 78,31%
- **Pilier IV** : Gestion durable du capital naturel.....66,64%

Par rapport à l'objectif de la LFR de 18 153,98 Mds, l'exécution se situe en moyenne à 86,27%, soit un niveau supérieur à celui de 2018 qui s'est établi à 68,24% (Cf. tableau 24).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin décembre 2019 telle que communiquée par la DNIP se situe à 2 940,77 Mds contre une prévision de la LFR de 9 547,38 Mds, soit un taux d'exécution de 37,93%. Cette exécution du PNDES est constituée des dépenses sur ressources intérieures pour 1 262,82 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 1 678,95 Mds.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES au 31 décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libelles	LFR (1)	Plan d'Engagement Decembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
		Decembre	Decembre	Taux	Decembre	Taux	Decembre	Taux	Decembre	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Developpement Durable	1 442,70	836,92	728,14	87,00%	370,16	44,23%	341,24	40,77%	494,13	59,04%
Dépenses D'investissement	1 191,59	585,81	555,96	94,90%	197,98	33,80%	169,06	28,86%	321,95	54,96%
FINEX	251,11	251,11	172,18	68,56%	172,18	68,56%	172,18	68,57%	172,18	68,57%
Transformation Economique Durable et Inclusive	6 723,70	5 776,03	2 196,34	38,03%	1 951,65	33,79%	1 870,46	32,38%	2 025,18	35,06%
Dépenses D'investissement	2 582,12	1 634,45	916,23	56,06%	671,53	41,09%	590,35	36,12%	745,06	45,59%
FINEX	4 141,58	4 141,58	1 280,11	0,31	1 280,11	0,31	1 280,11	30,91%	1 280,11	0,31

Developpement Inclusif Du Capital Humain	1 294,72	1 059,11	485,64	45,85%	461,74	43,60%	453,04	42,78%	410,99	38,80%
Dépenses D'investissement	674,52	438,92	258,99	59,01%	235,08	53,56%	226,39	51,58%	184,33	42,00%
FINEX	620,20	620,20	226,66	36,55%	226,66	36,55%	226,66	36,55%	226,66	36,55%
Gestion Durable Du Capital Naturel	86,26	81,71	24,02	29,40%	2,55	3,13%	2,35	2,87%	10,48	12,82%
Dépenses D'investissement	31,15	26,60	24,02	90,32%	2,55	9,60%	2,35	8,82%	10,48	39,39%
FINEX	55,11	55,11	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
Total général	9 547,38	7 753,77	3 434,15	44,29%	2 786,10	35,93%	2 667,09	34,40%	2 940,77	37,93%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin décembre 2019 dans les dix fonctions de l'administration

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Enseignement, Défense et Santé qui absorbent 90,02% du montant exécuté au cours de la période.

Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 5 068,97 Mds, représentant 35,81% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin décembre 2019. Le taux d'exécution par rapport à la période s'est établi à 83,29%.

La part des dépenses consacrée à la fonction Affaires économiques s'élève à 2 875,89 Mds, soit 82,67% par rapport à l'objectif à fin décembre et représente 20,31% du total des dépenses. Cette exécution traduit l'effort du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base, notamment les travaux publics, la prise de participation au capital de Guinea Airlines, le financement du barrage de Sambagalou, ainsi que les paiements effectués en faveur des fournisseurs de la société EDG pour stabiliser la desserte en énergie électrique durant la période d'étiage.

Les dépenses exécutées au titre de la fonction Enseignement représentent 2 198,64 Mds, soit 15,53% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif de la période de 2 823,24 Mds, l'exécution est de 77,88%. Elles couvrent essentiellement l'impact du recrutement des contractuels au niveau de l'Education nationale et les dépenses liées aux bourses des étudiants.

L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 818,78 Mds soit 103,16% par rapport à la LFR. Cette fonction représente 12,85% du total des dépenses. Les crédits de cette fonction ont été exécutés au-delà des objectifs de la période afin de répondre aux impératifs de sécurité intérieure, dans la sous-région et particulièrement dans les pays voisins.

Quant à la fonction Santé, l'exécution se chiffre à 781,99 Mds contre 1 444,07 Mds à fin décembre, soit 54,15 %. Cette exécution concerne essentiellement la mise en œuvre des réformes engagées dans le secteur, le déblocage des fonds en faveur des structures sanitaires et l'achat des médicaments.

Tableau 2: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFR 2019	Plan d'Engagement Decembre	charges financieres de la dette	depenses de personnel	depenses de biens et services	depenses de Transfert	depenses d'investiss ement	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	6 000,86	5 276,99	577,00	740,55	1972,33	1498,53	280,55	5 068,97	35,81%
Défense	1 763,08	1 685,49	0,00	1404,06	153,55	233,73	27,44	1 818,78	12,85%
Ordre et Sécurité publique	524,06	461,28	0,00	390,39	60,52	26,13	7,11	484,15	3,42%
Affaire Economique	3 478,80	2 079,51	0,00	506,86	82,87	2017,91	268,25	2 875,89	20,31%
Protection de l'Environnement	1 709,97	1 198,30	0,00	112,94	28,70	5,44	487,42	634,50	4,48%
Logement et Equipement Collectif	60,75	51,66	0,00	31,32	0,83	0,02	17,01	49,18	0,35%
SANTE	1 444,07	1 078,66	0,00	272,06	322,62	77,63	109,67	781,99	5,52%
Loisirs, Culture et Culte	216,82	149,71	0,00	45,42	99,70	14,65	3,89	163,67	1,16%
Enseignement	2 823,24	2 593,18	0,00	1518,20	150,12	483,28	47,04	2 198,64	15,53%
Protection Sociale	132,33	154,00	0,00	22,80	30,37	14,73	13,45	81,35	0,57%
Total général	18 153,98	14 728,77	577,00	5 044,62	2 901,61	4 372,07	1 261,82	14 157,12	100%

Le compte rendu annuel de l'exécution budgétaire 2019 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFR 2019

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances rectificative de l'année 2019 maintient les dispositions légales et réglementaires relatives à la constatation, la liquidation, l'ordonnancement et le contrôle des recettes budgétaires de l'Etat contenues dans la loi de finances initiale 2019. Il s'agit de :

- L'ouverture de sous-comptes du compte unique du Trésor dans les banques commerciales et autres opérateurs de technologies de paiements électroniques pour l'encaissement des recettes fiscales ;
- L'autorisation donnée par le parlement aux Ministres du Budget et celui de l'Economie et des Finances de procéder à l'encaissement des recettes budgétaires par voie de contrats, aux meilleures conditions dans l'intérêt du Trésor, aux services des banques commerciales légalement installées en République de Guinée et jouissant de capacités techniques et financières adéquates ainsi qu'à tout opérateur de technologie de paiement électronique ayant les capacités requises à cet effet;
- le réaménagement du barème de la retenue sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;
- le réajustement du taux de l'impôt minimum forfaitaire des sociétés et entreprises relevant du régime réel normal ;
- l'élargissement de l'assiette, au réaménagement de certains taux et à la modification de la clé de répartition de la contribution foncière unique;
- l'intégration des produits de ventes de marchandises cotées dans le calcul du résultat imposable des entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés;
- les conditions de déductibilité des charges dans la détermination des bénéfices imposables ;
- la limitation des charges d'intérêt entre entreprises liées ;
- les transferts indirects de bénéfices et prix de transfert pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés ;
- Les dispositions légales et réglementaires relatives à la constatation, la liquidation, l'ordonnancement et le contrôle en matière de recettes budgétaires restent inchangées.

Pour la mise en œuvre de ces dispositions fiscales, le Gouvernement a organisé des matinées fiscales avec le secteur privé pour expliquer le contenu de ces nouvelles dispositions. Il a lancé le processus d'identification des contribuables par l'attribution du nouvel identifiant fiscal permanent. A cet effet, il a créé le bureau d'identification fiscale en vue de permettre une traçabilité des entreprises et une bonne maîtrise du répertoire des contribuables. Il a procédé à la signature des contrats de performances entre le ministère du budget, la direction nationale des impôts et la direction générale des douanes afin d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures. Les actions de sécurisation des recettes ont été renforcées par l'implication du système bancaire dans la collecte des recettes publiques. Par ailleurs, depuis 2018 des rapports sur les dépenses fiscales sont produits afin de maîtriser les exonérations.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

Après la promulgation de la LFR, les prévisions des recettes ont été ajustées à la suite des discussions avec les services du FMI, en octobre 2019 pour tenir compte des difficultés de mobilisation de certaines recettes et de la panne survenue au cours du 4^{ème} trimestre au niveau du convoyeur des minerais de bauxite produites par la société CBG. A cette occasion, le Gouvernement a adopté un cadrage budgétaire révisé, afin de maintenir les objectifs de stabilité macroéconomique à l'aide d'une régulation budgétaire adossée à un niveau de recettes nettement inférieur à celui de la LFR. C'est ce qui explique l'insertion de la colonne « Prévisions ajustées » dans les différents tableaux d'analyse de l'exécution budgétaire.

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant les situations communiquées par les régies à fin décembre 2019 se chiffre à 17 373,02 Mds contre un objectif de la LFR de 19 816,67 Mds soit 87,67% . Rapportée aux prévisions ajustées de 18 905,01 Mds, l'exécution s'est située à 91,90%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales hors quotités affectées aux BAS pour 15 319,23 Mds (88,18%), dons, legs et fonds de concours pour 623,73 Mds (3,59%), les autres recettes pour 1 165,73 Mds (6,71%) .. Les recettes fiscales minières affectées au Fonds national de développement local/ANAFIC se sont établies à 472 Mds (2,37%) contre une réalisation de 264,34 Mds (1,27%).

Les 15% des recettes fiscales minières affectées au Fonds National de Développement Local/ANAFIC ont été encaissées à hauteur de 264,34 Mds (1,52%).

Sur la base des prises en charge comptables (balance générale) , le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 17 583,60 Mds⁴ dégageant par rapport aux statistiques de recouvrement des régies financières, une différence de 210,58 Mds non reflétés dans la comptabilité du receveur spécial des impôts à la clôture du mois de décembre 2019.

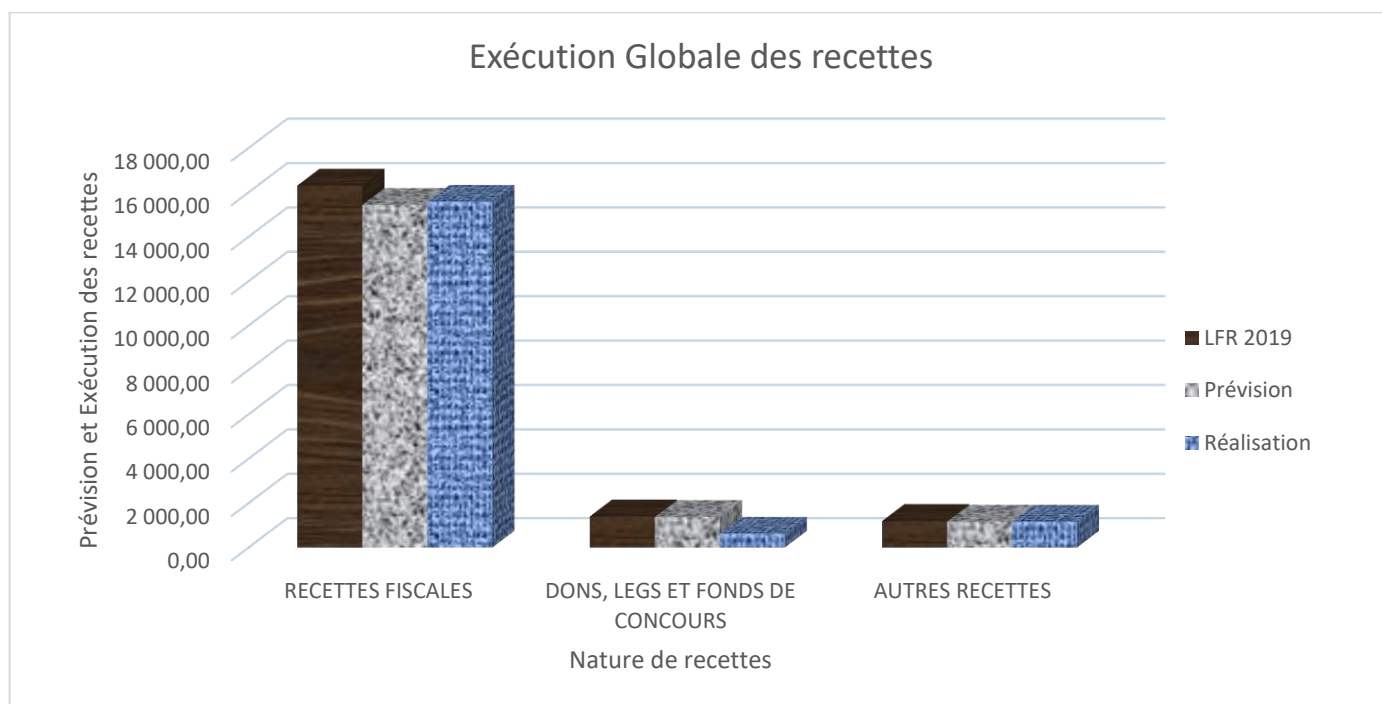
Tableau 3: Exécution globale des recettes à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2019	LFR 2019 ajustée	Situation à fin Decembre 2019		
			Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	16 747,51	16 747,51	15 583,57	93,05%	89,70%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 402,00	1 402,00	623,73	44,49%	3,59%
dont C2D	659,00	659,00	214,04	32,48%	1,23%
dont BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	472,00	472,00	220,97	46,82%	1,27%
3 AUTRES RECETTES	1 195,16	1 195,16	1 165,73	97,54%	6,71%
Total général	19 816,67	19 344,67	17 373,02	87,67%	100,00%

Sources :DNB, DNI, DGD, DNTCP

⁴ Montant pris en charges par les régies de recettes ne correspondant pas forcément aux encaissements

FIGURE 1:ANALYSE DE L'EXÉCUTION GLOBALE DES RECETTES À FIN DÉCEMBRE 2019



I.2-1 Analyse de l'exécution par nature des recettes

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 15 583.57 Mds contre une prévision en LFR de 16 747,51 Mds soit un taux d'exécution de 93,05%. Rapportées aux prévisions ajustées de 16 307.85 Mds, ces recettes représentent 95,56%.

Ces recettes fiscales sont constituées des lignes suivantes :

- Les impôts sur les biens et services pour 8 605,77 Mds qui représentent 55,22%, avec un taux de réalisation de 96,88% par rapport à la LFR et de 101,74% par rapport aux prévisions ajustées.)
- Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 4 035,40 Mds qui représentent 25,90%, avec un taux de réalisation de 100% ;
- Les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 545,93 Mds qui représentent 16,34%, avec un taux de réalisation de 102%) et les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 303,07 Mds (1,94%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 4: Exécution des recettes fiscales à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2019	prévision ajustée	Réalisation fin Decembre 2019	Taux	part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 830,64	3 830,64	2 545,93	66,46%	16,34%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	289,54	289,54	303,07	104,67%	1,94%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	51,40	51,40	35,48	69,03%	0,23%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	8 882,86	8 458,66	8 605,77	96,88%	55,22%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 621,98	3 606,51	4 035,40	111,41%	25,90%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	71,09	71,09	57,93	81,48%	0,37%
TOTAL RECETTES FISCALES	16 747,51	16 307,85	15 583,57	93,05%	100,00%

Sources : Regies de recettes

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision à fin décembre 2019 de 1 402 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 623,73 Mds, soit 45,36%. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 340,72 Mds, les appuis budgétaires pour 283 Mds.

Tableau 5: Exécution globale des dons à fin décembre 2019 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2019	Situation à fin Decembre 2019			
		Prévisions ajustées	Réalisation	Taux	Part
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	907,00	910,00	340,72	37,44%	54,63%
DONS APPUI BUDGETAIRE	495,00	465,00	283,00	60,86%	45,37%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 402,00	1 375,00	623,73	45,36%	100,00%

Ces dons constituent des contributions au budget de l'Etat de bailleurs ci-après : Agence Française de Développement, International Development Association, Banque Africaine de Développement-FAD, Fonds International pour le Développement Agricole, Union Européenne.

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 31 décembre 2019 à hauteur de 1 165,73 Mds, sur une prévision de 1 195,16 Mds, soit un taux d'exécution de 97,54%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 1 020,72 Mds, soit 87,56 % imputables aux recouvrements de la licence 4G octroyée à la société Orange, les ventes de biens et services pour 80,77 Mds (6,93%), les revenus de la propriété pour 64,17 Mds soit 5,50 % et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,07 Mds (0,01%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 6: Exécution des Autres recettes à fin décembre 2019 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2019	Prévisions ajustées	Réalisation fin Décembre 2019	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	1 195,16	1 165,73	1 165,73	100,00%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	160,91	64,17	64,17	100,00%	5,50%
312 Dividendes	160,91	64,17	64,17	100,00%	5,50%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	144,96	80,77	80,77	100,00%	6,93%
321 Ventes des établissements marchands	38,13	19,53	19,53	100,00%	1,68%
322 Droits et frais administratifs	104,96	60,87	60,87	100,00%	5,22%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,87	0,36	0,36	100,00%	0,03%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	10,60	0,07	0,07	100,00%	0,01%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	10,60	0,07	0,07	100,00%	0,01%
35 RECETTES DIVERSES	878,69	1 020,72	1 020,72	100,00%	87,56%
351 Recettes diverses	878,69	1 020,72	1 020,72	100,00%	87,56%
Total général	1 195,16	1 165,73	1 165,73	100,00%	100,00%

Sources : TDB/DNTCP

1.4 Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) et le BAS 15% recettes fiscales minières (FNDL/ANAFIC)

Le contrat C2D concerne les ressources de financement provenant de l'annulation de la dette de la coopération française pour servir aux financements de secteurs prioritaires :

- Agriculture (désenclavement rural des zones de production);
- Education (FoCEB) ;
- Formation Professionnelle (PAFISAM) et
- Santé (Ebola).

En plus de ces projets, le C2D finance les dépenses d'études et d'assistance technique, les aides budgétaires et la gouvernance financière.

A fin décembre, la réalisation des C2D se chiffre à 214,04 Mds contre une prévision annuelle de 659 Mds GNF soit un taux d'exécution de 32,48%.

Le Fonds National de Développement Local dont la gestion est assurée par l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) vise à soutenir les réformes de la politique de décentralisation, d'assurer le financement du processus de développement local et l'accompagnement technique des collectivités locales.

L'exercice budgétaire 2019 a vu la création de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) avec une allocation budgétaire de 517 Mds qui a permis de lancer 791 projets dans les communes rurales et urbaines de la République de Guinée.

Dans la LFR 2019, ce montant a été revu à la baisse pour 472 Mds et les encaissements à fin décembre se sont chiffrés à 264,34 Mds, soit 56,00%. Comparé à la prévision initiale de 517 Mds, l'exécution s'est située à 51%.

La réalisation de ce BAS au cours de l'exercice budgétaire 2019 se présente dans le tableau ci-dessous en Mds de GNF :

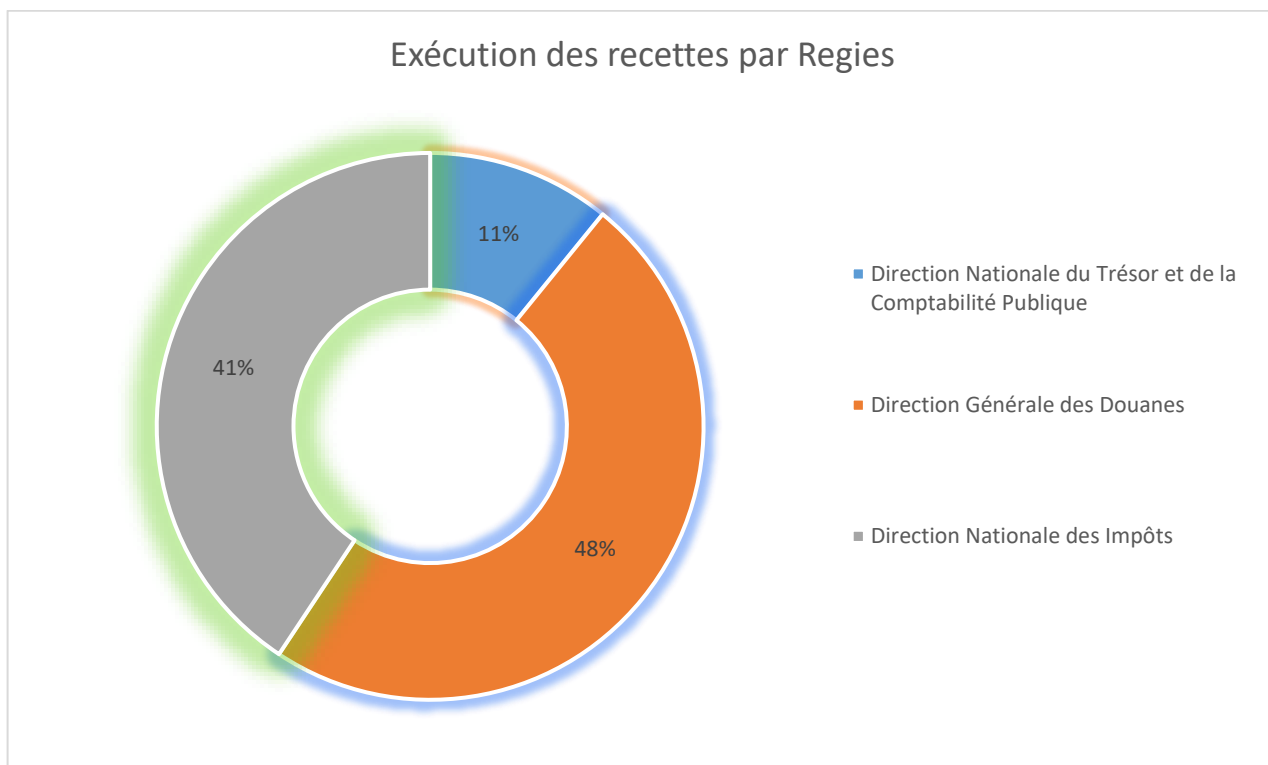
Nature de recettes	Prévisions LFI 2019	Prévisions LFR 2019	Réalisations	Taux d'exécution (cumulé)
Janvier	43,15	43,15	23,64	54,78%
Février	43,15	43,15	25,70	59,55%
Mars	43,15	43,15	33,26	77,09%
Avril	43,15	43,15	25,17	58,33%
Mai	43,15	43,15	31,86	73,83%
Juin	43,15	43,15	22,75	52,72%
Juillet	43,15	43,15	21,99	50,96%
Août	43,15	43,15	10,27	23,80%
Septembre	43,15	43,15	11,29	26,16%
Octobre	43,15	27,88	15,05	53,97%
Novembre	43,15	27,88	21,68	77,77%
Décembre	43,15	27,88	21,68	77,77%
Total (GNF)	517,82	472,00	264,34	56,00%

I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 31 décembre 2019 de 17 503,01 Mds, les régies financières ont mobilisé un montant de 16 746,16 Mds, soit un taux d'exécution de 95,69%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 6 811,71 Mds (40,68%), de la Direction Générale des Douanes pour 8 115,59 Mds (48,46%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 1 819,57 Mds (10,87%).

FIGURE 2: EXÉCUTION DES RECETTES PAR RÉGIE À FIN DÉCEMBRE 2019



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin décembre 2019, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 6 811,71 Mds sur un objectif de la LFR de 7 892,36 Mds, soit un taux de mobilisation de 87,49 % dégageant une moins-value de 12,51%. En comparaison aux prévisions ajustées en octobre, le taux de réalisation est de 102,27%.

La part de chaque nature de recettes est, par ordre d'importance, de 56,82% pour les impôts sur les biens et services qui accuse un taux d'exécution de 109,27%; 37,36 % pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital dont le taux de réalisation s'est établi à 66,46% ; 4,45 % pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre avec un taux de réalisation 104,67%; 0,85% pour les autres recettes fiscales et 0,52 % pour les impôts sur le patrimoine dont les taux de réalisation se sont situés respectivement 81,49% et 69,03%.

Comparé à la prévision de la LFI 2019 de 8 665,09 Mds, la DNI a réalisé à fin décembre 2019 un taux de 78,61 %.

La non atteinte de l'objectif des recettes de la DNI est due essentiellement aux moins-values enregistrées au niveau des lignes budgétaires suivantes:

- **Impôts sur les revenus des personnes physiques :** la moins-value enregistrée sur cette rubrique s'explique par la surestimation de la prévision des impôts sur traitements (RTS) du personnel de l'Etat, la fin de la première phase du projet d'extention de la CBG et GAC, l'affectation des bénéfices nets des entreprises aux reports à nouveau et/ou les réserves et non à la distribution des dividendes, la baisse de la retenue à la source sur les revenus non

salariaux dûe au départ des experts étrangers dans le cadre de l'assistance technique du projet d'extention de la CBG, la moins-value des prélèvements sur les bénéfices industriels commerciaux et non commerciaux consécutive aux resultats deficitaires de certaines entreprises et le manque à gagner sur le prélèvement forfaitaire sur les achats locaux s'expliquant par l'accumulation d'importants arriérés intérieurs.

- **Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises** : les contreperformances au niveau de cette rubrique s'expliquent par :
 - La baisse des impôts sur les Sociétés Minières notamment la CBG et le non paiement du deuxième acompte IS de la SAG ;
 - Le resultat deficitaire de certaines entreprises redevables à l'impôt sur les autres sociétés ;
 - Le plafonnement à **100 000 000 GNF** du taux de l'impôt minimum forfaitaire.
- **TVA intérieure** : la moins-value à ce niveau s'explique par la contre- performance enregistrée au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée (y compris Précompte de 50% de TVA-TVA sur Finex) dûe à l'octroi de nombreux arrêtés d'exonérations fiscales en matière de TVA, la baisse de la consommation et la non maîtrise de la TVA déductible au niveau du cordon douanier.
- **Impôts sur les services déterminés** : la contre-performance enregistrée s'explique essentiellement par :
 - La baisse des souscriptions des adhérents aux contrats d'assurances voyage et responsabilité civile ;
 - la faiblesse des ventes et des contrôles sur le terrain relatifs à la taxe unique sur les véhicules.
- **Taxes d'accès aux reseaux des télécommunications (TARTEL) et taxes sur la consommation** : la baisse des recettes de cet impôt est consécutive à la non maitrise par l'administration fiscale des flux entrants et sortants que constitue la base taxable de ces impôts et la baisse d'activité de certaines sociétés de téléphonie comme Areeba et Cellcom.

Ces moins values sont atténuées par des performances enregistrées au niveau des versements forfaitaires sur les salaires et taxes d'apprentisages, les droits des sociétés, la surtaxe fiscale, la taxe sur les activités financières et les droits de timbre à l'importation.

Tableau 7: Situation des recettes collectées par la DNI à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2019	Situation à fin Decembre 2019			
		Prévision ajustée	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	7 785,80	6 666,45	6 814,15	87,52%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 830,64	2 488,14	2 545,93	66,46%	37,36%

111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 106,30	944,86	966,03	87,32%	14,18%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 724,34	1 543,28	1 579,90	57,99%	23,19%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	289,54	303,07	303,07	104,67%	4,45%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	289,54	303,07	303,07	104,67%	4,45%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	51,40	35,48	35,48	69,03%	0,52%
131 Impôts sur la propriété immobilière	30,00	21,18	21,18	70,61%	0,31%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	21,40	14,30	14,30	66,81%	0,21%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 543,13	3 781,83	3 871,74	109,27%	56,82%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 157,43	2 623,35	2 713,26	125,76%	39,82%
142 Les accises	33,00	26,37	26,37	79,92%	0,39%
143 Impôts sur les services déterminés	394,50	232,33	232,33	58,89%	3,41%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	958,20	899,77	899,77	93,90%	13,20%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	71,09	57,93	57,93	81,48%	0,85%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	71,09	57,93	57,93	81,48%	0,85%
Total	7 785,80	6 660,22	6 811,71	87,49%	99,96%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	106,57	6,23	2,43	2,28%	0,04%
Total YC Autres comptes à recevoir(Exclos)	7 892,36	6 666,45	6 814,15	86,34%	100,00%

Source :DNI

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin décembre 2019, se chiffrent à 8 115,59 Mds contre une prévision de la LFR de 7 647,15 Mds (hors RER) soit 106,13% ; soit une plus-value de 468,44 Mds.

Comparé à la prévision de la LFI 2019 de 7 536,34 Mds, la DNI a réalisé à fin décembre 2019 un taux de 107,69 %.

Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur les biens et services pour 4 080,19 Mds et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 4 035,40 Mds.

L'exécution des impôts sur les biens et services représente 47,31% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 3 359,09 Mds (82,33%) et les accises pour 721,10 Mds (17,77%).

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, l'exécution représente 46,79% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte principalement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 3 126,39 Mds, soit 77,47% et les taxes à l'exportation pour 909,01 Mds, soit 22,53%.

Cette performance réalisée peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres:

- Après les grandes pluies, l'augmentation de la production des sociétés minières exportatrices de la bauxite a permis de relancer le niveau des recettes minières perçues à 906,450 Mds sur une prévision de 849,818 Mds, soit un taux de d'exécution de 106,66%.
- L'Augmentation du volume des importations taxables. En effet, en 2018, le volume des importations taxables se chiffrait à 1,916 milliards tonnes métriques, alors qu'en 2019 il se chiffre à 2,001 milliards tonnes métriques, soit un accroissement de 0,085 milliards de tonnes métriques.
- Le paiement de 2 millions de dollars USD par la SAG au titre d'un acompte sur les Royalties du dernier trimestre 2019, qui normalement devraient être encaissés en Janvier 2020.

Cette performance est légèrement atténuée par des manques à gagner enregistrés sur les taxes sur les produits pétroliers (TSPP).

La baisse de la TSPP peut être expliquée en partie par la hausse du prix du baril sur le marché international alors que le prix du carburant à la pompe est toujours resté à 8.000 GNF pendant la période allant de Janvier à la fin du mois de Juin 2019. Ce qui a entraîné un manque à gagner de 80,922 Mds (Subventions)

Tableau 8: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2019	Prévision ajustée	Réalisation fin Decembre 2019	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	4 040,64	4 080,19	4 080,19	100,98%	47,31%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 912,00	3 359,09	3 359,09	115,35%	38,95%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	2 912,00	3 359,09	3 359,09	115,35%	38,95%
1411002 TVA à l'importation	2 743,10	3 163,51	3 163,51	115,33%	36,68%
1411003 TVA sur FINEX	168,90	195,58	195,58	115,79%	2,27%
142 Les accises	1 128,64	721,10	721,10	63,89%	8,36%
14210 Droits d'accises	87,32	116,28	116,28	133,17%	1,35%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	1 041,32	604,82	604,82	58,08%	7,01%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 606,51	4 035,40	4 035,40	111,89%	46,79%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	2 769,43	3 126,39	3 126,39	112,89%	36,25%
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 246,54	2 540,04	2 540,04	113,06%	29,45%
15111 Droit de Magasinage	0,40	0,47	0,47	116,65%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	71,65	72,14	72,14	100,69%	0,84%
15113 Redevances de liquidation	395,41	449,73	449,73	113,74%	5,21%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,00	2,93	2,93	293,27%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	28,71	33,50	33,50	116,70%	0,39%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	20,47	22,26	22,26	108,71%	0,26%
15118 Amendes et confiscations douanières	5,25	5,31	5,31	101,17%	0,06%
15119 Redevances de prestation administratives	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
152 Taxes à l'exportation	837,08	909,01	909,01	108,59%	10,54%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	834,35	909,01	909,01	108,95%	10,54%
15213 Droit fiscal à la Sortie	2,73	0,00	0,00	0,00%	0,00%

Total	7 647,15	8 115,59	8 115,59	106,13%	94,10%
<i>Autres Comptes à Recevoir (Exclos)</i>	175,37	319,06	223,06	127,19%	2,59%
RER	300,00	300,00	285,33	95,11%	3,31%
Total yc RER et Autre compte	8 122,52	8 734,65	8 623,97	106,17%	100,00%

Sources : DGD

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin décembre 2019, la Recette centrale du Trésor a mobilisé 1 819,57 Mds sur un objectif de 2 070,06 Mds, soit un niveau de réalisation de 87,90%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 653,84 Mds représentant 35,93% des recettes mobilisées par cette régie financière et les autres recettes pour 1 165,73 Mds constituant 64,07% du total de recettes. Le niveau de ces recettes est sensiblement influencé par les ressources provenant de la vente de la licence 4G à la société Orange comptabilisées sur la ligne recettes diverses pour un montant de 1 020,72 Mds.

La moins-value enregistrée au niveau des autres recettes s'explique essentiellement par la contreperformance constatée sur:

- Les dividendes perçues par l'Etat au niveau des sociétés minières dûe à la baisse des activités de la SAG ;
- Les recettes locatives dont l'essentiel est utilisé dans l'entretien des bâtiments administratifs ;
- Les recettes des jeux consécutive à la fermeture des casinos au cours de l'année 2019.

Il est à noter que les ajustements observés concernent la rubrique recettes en atténuation des dépenses qui a enregistré une inscription budgétaire de 217,14 Mds. Par contre les autres postes de recettes ont été revus à la baisse.

Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2019	Prévision ajustée	Réalisation fin Decembre2019	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	874,90	653,84	653,84	74,73%	35,93%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	874,90	653,84	653,84	74,73%	35,93%
141 Impôts généraux sur les biens et services	443,13	318,81	318,81	71,94%	17,52%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	443,13	318,81	318,81	71,94%	17,52%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	427,10	318,81	318,81	74,64%	17,52%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	16,03	0,00	0,00	0,00%	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	431,76	335,03	335,03	77,60%	18,41%
14417 Redevances sociétés de pêche	93,95	70,58	70,58	75,13%	3,88%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collect. (diamant)	6,04	3,65	3,65	60,45%	0,20%
14419 Redevances exploitation minières	141,39	105,68	105,68	74,75%	5,81%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	33,10	26,25	26,25	79,32%	1,44%

14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	187,60	128,75	128,75	68,63%	7,08%
14425 Redevances chasses et faune	2,79	0,11	0,11	4,02%	0,01%
3 AUTRES RECETTES	1 195,16	1 165,73	1 165,73	97,54%	64,07%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	160,91	64,17	64,17	39,88%	3,53%
312 Dividendes	160,91	64,17	64,17	39,88%	3,53%
31210 Dividendes perçus	160,91	64,17	64,17	39,88%	3,53%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	144,96	80,77	80,77	55,72%	4,44%
321 Ventes des établissements marchands	38,13	19,53	19,53	51,22%	1,07%
32110 Locations d'actifs produits	23,13	0,83	0,83	3,57%	0,05%
32111 Locations d'actifs non produits	15,00	18,71	18,71	124,71%	1,03%
32111 Redevances domaniales	15,00	18,71	18,71	124,71%	1,03%
322 Droits et frais administratifs	104,96	60,87	60,87	57,99%	3,35%
32211 Frais judiciaires	0,80	0,52	0,52	65,19%	0,03%
32212 Recettes Consulaires	6,95	0,81	0,81	11,65%	0,04%
32222 ventes de passeports	49,85	26,25	26,25	52,66%	1,44%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	0,50	0,00	0,00	0,00%	0,00%
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0,00	0,00	0,00%	0,00%
32217 Vente de documents administratifs	30,37	26,25	26,25	86,43%	1,44%
32219 Droits Topographiques	0,60	0,00	0,00	0,00%	0,00%
32223 Permis de conduire	1,71	0,00	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	11,31	7,04	7,04	62,24%	0,39%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,36	0,00	0,00	0,00%	0,00%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,87	0,36	0,36	19,47%	0,02%
32310 Recettes des publications	1,87	0,36	0,36	19,47%	0,02%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	10,60	0,07	0,07	0,64%	0,00%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	10,60	0,07	0,07	0,64%	0,00%
33110 Amendes judiciaires	0,96	0,00	0,00	0,00%	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	0,98	0,07	0,07	6,89%	0,00%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,97	0,00	0,00	0,00%	0,00%
33113 Amendes Pêche	7,68	0,00	0,00	0,00%	0,00%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
35 RECETTES DIVERSES	878,69	1 020,72	1 020,72	116,16%	0,56
351 Recettes diverses	878,69	1 020,72	1 020,72	116,16%	0,56
35110 Recettes sur prestations sportives	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	33,16	19,30	19,30	58,19%	1,06%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	217,14	217,14	-	11,93%
35114 Recettes Exceptionnelles	845,52	784,28	784,28	92,76%	43,10%
Total DNTCP	2 070,06	1 819,57	1 819,57	87,90%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	2 070,06	1 819,57	1 819,57	87,90%	100,00%

Sources : TDB/DNTCP/DNPIP

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2019 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer ;
- Situation des délégations de crédits ;
- L'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs ;
- L'exécution du budget d'affectation spéciale FNDL/ANAFIC .

II -1 Situation des mouvements de crédits

En septembre 2019, une loi de finances rectificative a été votée ratifiant par la même occasion les mouvements des crédits de nature réglementaire intervenus sur les crédits ouverts en loi de finances initiale.

Après le vote de la loi de finances rectificative, d'autres mouvements réglementaires ont été enregistrés de septembre à décembre qui se sont traduits par une augmentation nette des crédits budgétaires de 653,93 Mds. Cette augmentation nette des crédits budgétaires par rapport à la LFR a été couverte par des décrets d'avance à ratifier en loi de règlement 2019.

Ces mouvements de crédits ont revu à la baisse les crédits des sections budgétaires suivantes :

- Economie et des Finances (50,00 Mds) ;
- Plan et du Développement Economique (21,95 Mds) ;
- Urbanisme et de l'Habitat (8,82 Md ;
- Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (4,29 Mds) ;
- Hydrocarbures (3,19 Mds) ;
- Action Sociale de la Promotion Féminine et de l'Enfance (3,11 Mds) ; et
- Commerce (0,11 Mds).

Par contre, les crédits des sections budgétaires ci-après ont été revus à la hausse :

- Commission Electorale Nationale Indépendante (204,21 Mds) ;
- Hydraulique et Assainissement (121,12 Mds) ;
- Présidence de la République (94,72 Mds) ;
- Grands Projets (65 Mds) ;
- Télécommunications et Economie Numérique (24,90 Mds) ;
- Administration du Territoire (15,73 Mds) ;
- Primature (15 Mds) ;
- Assemblée Nationale (16 Mds) ;
- Education Nationale et Alphabétisation (14,85 Mds) ;
- Energie (12,51 Mds) ;
- Agriculture (10 Mds) ; et
- Dépenses Communes (114,43 Mds).

Tableau 10: Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2019 après la LFR (en milliards de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFI	LFR	Modifications			Crédits actuels
				Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la Rep	347,91	462,11	94,78		94,78	556,89
2	Primature	79,51	74,21	15,00		15,00	89,21
3	Min.de la Défense	1 794,10	1 763,08	0,19		0,19	1 763,27
4	Min.Admin.Terr.Dec	494,27	462,32	15,73		15,73	478,05
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	302,53	296,34	0,00		0,00	296,34
6	Min.Justice.Gar.Scea	145,18	141,71	5,00		5,00	146,72
7	Min.Aff.Etran.GEtran	353,66	353,79	0,00		0,00	353,79
8	Ministère du Plan	160,55	142,09		21,95	-21,95	120,14
9	Min.Eco.et Finances	237,38	228,70		49,77	-49,77	178,93
10	Min. Travail et FP	54,74	57,96	5,92		5,92	63,88
11	Min.de l'Agr	348,15	321,47	10,00		10,00	331,47
12	Min.Pêche & Aquacul	52,59	46,91	0,01		0,01	46,92
13	Min.Géo.Min	51,14	48,65	0,01		0,01	48,66
14	Min.EtatTravaux.Pub.	1 581,51	1 581,52	0,00		0,00	1 581,52
15	Min.Urb.Habit. Const	115,89	60,75		8,82	-8,82	51,93
16	Mn.Comm	40,97	40,10		0,11	-0,11	39,99
17	Min. Hotel. Tourisme	34,72	23,54	0,00		0,00	23,54
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 349,22	1 444,07	0,00		0,00	1 444,07
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	145,52	132,33		3,11	-3,11	129,22
20	Min. Ens.pré.univ	1 679,77	1 679,92	14,85		14,85	1 694,77
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	211,11	211,00	2,94		2,94	213,94
22	Minist. Information	34,98	35,48	0,00		0,00	35,49
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	37,99	38,28	0,00		0,00	38,28
24	Assemblée.Nationale	168,35	168,35	16,00		16,00	184,35
25	Cour Suprême	30,26	33,14	2,74		2,74	35,88
26	Haute Autorité. Comm	19,43	19,43	0,00		0,00	19,43
27	Conseil Eco. Social	19,37	19,37	0,00		0,00	19,37
28	Secr. Gal Gouv	23,17	23,23	0,00		0,00	23,23
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,74	15,46	9,56		9,56	25,02
30	Sec. Affair.Relig.	61,31	62,61	0,00		0,00	62,61
31	Min.Environ.Eaux.For	107,09	112,53	0,24		0,24	112,77
32	Ministère Transports	44,58	41,64	0,60		0,60	42,24
33	Grande Chancel.	10,52	10,52	0,00		0,00	10,52
34	Min. Ens.Sup.Rec.	949,26	932,32		4,29	-4,29	928,02
35	Grands Projets	117,19	52,19	65,00		65,00	117,19
36	Min.Etat Energie Env	1 443,59	2 620,00	12,51		12,51	2 632,50
37	Min. Tél. Econ.Num	226,40	29,29	24,90		24,90	54,20
40	Ministère Elevage	29,83	22,83	0,00		0,00	22,83

41	Min.Industrie et PME	36,03	41,24	0,00		0,00	41,24
43	Min.Cultu.Arts.Patri	180,59	178,54	2,16		2,16	180,70
46	Sec Etat Anti drogue	7,33	7,33	0,00		0,00	7,34
50	Ensembles des Gouvern	3,79	3,79	0,00		0,00	3,79
64	Min.du Budget	98,69	91,68	7,00		7,00	98,69
67	Médiateur.Répub	15,05	15,05	0,00		0,00	15,05
69	CENI	372,00	372,00	204,21		204,21	576,21
72	Cours.Const	21,97	27,36	0,00		0,00	27,36
73	Cour des Comptes	49,40	49,40	0,00		0,00	49,40
74	Haute Cour de Justic	1,59	1,59	0,00		0,00	1,59
75	Haut Conseil Collect	2,17	2,17	0,00		0,00	2,17
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	5,48	5,48	0,00		0,00	5,48
77	Min.UniteNat.Citoy	7,42	9,56	0,00		0,00	9,56
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	16,23	15,92	0,26		0,26	16,18
79	Ministere charge des hydrocarbure	10,70	13,89		3,19	-3,19	10,70
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	0,00	64,16	121,12		121,12	185,28
99	Dépenses Communes	3 377,49	3 445,56	114,43		114,43	3 559,99
Total		17 127,43	18 153,98	745,17	91,24	653,93	18 807,91

Sources : DNB/DNSI

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 31 décembre 2019 se chiffre à 16 618,39 Mds contre des crédits en LFR de 23 221,98 soit un taux d'exécution de 71,56% dont sur ressources propres (85,19%) et 2 461,27 Mds sur financement extérieur (14,81%).

Rapportées aux plafonds ajustés des crédits d'octobre 2019, ces dépenses représentent 69,60%.

Comparée aux crédits inscrits en LFI de 22 313,38 Mds, cette exécution est de 74,48 %.

L'exécution hors finex et BAS, base paiement, se chiffre à 14 157,12 Mds contre un objectif à fin décembre de 18 153,98 Mds, soit 77,98%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 12 895,30 Mds (91,10%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 1261,82 Mds ; soit 9,90 %.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 15 660,59 Mds, soit 90,40 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 18 394,90 Mds.

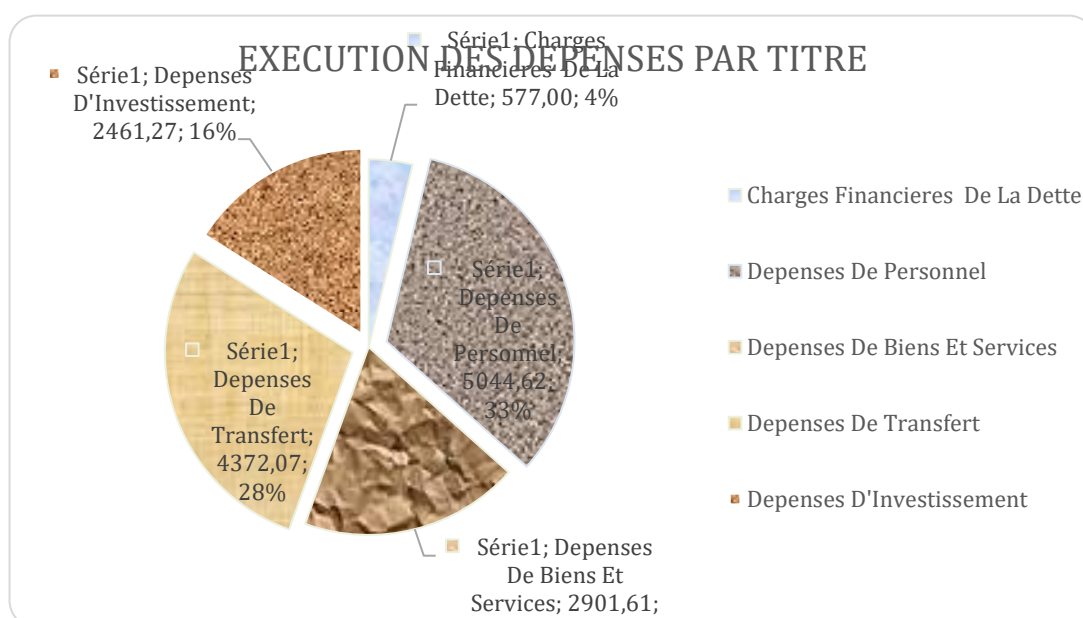
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre.

Tableau 11: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFR	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Décembre	Engagements		Paiements	
					Decembre	Taux	Decembre	Taux
Charges Financieres De La Dette	966,62	-26,27	976,65	1006,75	577,13	57,33%	577,00	57,31%
Depenses De Personnel	5 131,94	123,15	5 217,72	5062,11	5 220,82	103,14%	5 044,62	99,65%
Depenses De Biens Et Services	3 441,67	523,65	3 702,73	2511,35	3 433,30	136,71%	2 901,61	115,54%
Depenses De Transfert	4 649,01	1420,87	4 792,35	3462,78	4 674,14	134,98%	4 372,07	126,26%
Depenses D'Investissement	3 964,21	-360,92	4 118,46	2685,77	1 755,20	65,35%	1 261,82	46,98%
TOTAL	18 153,98	1 680,48	18 807,9	14 728,8	15 660,59	106,33%	14 157,12	96,12%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

FIGURE 3: ANALYSE GLOBALE DES DÉPENSES À FIN DÉCEMBRE 2019



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

Sur un objectif de la LFR de 14 189,24 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 12 895,30 Mds, soit un taux d'exécution de 90,88%. Rapportées aux crédits ajustés à fin décembre de 14 689,45 Mds, l'exécution s'est située à 87,79 % contre 101,95% par rapport à la LFI. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit par titre :

Titre I : Charges financières de la dette

Sur un objectif de la LFR de 966,62 Mds, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 577,00 Mds, soit 59,69%. Rapporté à l'objectif de la LFI de 1 002,92 Mds, le taux d'exécution est de 57,53%.

Cette exécution concerne les intérêts aux non-résidents pour 186,13 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 390,87 Mds. Ce faible taux de 59,69% s'explique notamment par les délais de régularisation dans la chaîne de dépense des avis de débits émis par la BCRG tant pour le paiement des charges financières relative à la dette extérieure que pour celle se rapportant à la dette intérieure.

Titre II : Dépenses de personnel

Au titre des dépenses de personnel, il a été exécuté au cours de l'exercice budgétaire 2019, un montant de 5 044,62 Mds (98,30%) sur une prévision annuelle de 5 131,94 Mds. Comparé à la LFI de 5 094,57 Mds, le niveau d'exécution est de 99,02%. Cette exécution concerne les salaires et traitements pour 5 042,71 Mds et les cotisations sociales pour 1,91 Mds.

Les salaires et traitements se décomposent ainsi qu'il suit:

Salaires et traitements en espèce.....	4 424 Mds
Salaires et traitements en nature.....	618,71 Mds.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 4 430,10 Mds.

L'ecart entre les prises en charges comptables et les paiements s'explique par le retard enregistré dans le paiement des salaires suite à des régularisations effectuées.

Titre III : Dépenses de biens et services

Sur un objectif annuel de 3 441,67 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 2 901,61 Mds, soit un taux d'exécution de 84,31%. Rapporté aux crédits inscrits en LFI de 3 179,08 Mds, ce taux d'exécution représente 91,27%.

L'exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Fournitures de services.....387,85 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....233,73 Mds ;
- Frais de déplacement.....197,03 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation37,39 Mds ;
- Entretien et réparations.....26,28 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité et Télécommunication.....121,98 Mds ;
- Achats de fournitures et biens courants.....67,81 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....383,98 Mds ;
- Dépenses diverses26,28 Mds.

Titre IV: Dépenses de transferts

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 4 372,07 Mds sur un objectif annuel de 4 649,01 Mds dont 2 157 Mds exécutées en faveur de la Société d'Electricité de Guinée (EDG) contre 2 157 Mds prévues en LFR 2019. Les dépenses effectuées en faveur de la société EDG sont imputables essentiellement au contrat de fourniture de fuel et aux contrats de vente d'énergie.

Ce titre a enregistré ainsi un taux d'exécution de 94,04% par rapport à l'objectif annuel et 129,68% par rapport à la LFI.

L'exécution des dépenses de transferts se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 3 191,60 Mds, soit 73 % ;
- Transferts aux ménages..... 1 037,19 Mds, soit 23,72% ;
- Transferts en capital..... 30,90 Mds, soit 0,71% ;
- Autres transferts..... 112,38 Mds, soit 2,57%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 4 569,60 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 4 674,14 Mds .

Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution annuelle des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 3 723,09 Mds contre une prévision de la LFR de 9 032,21 Mds, soit un taux d'exécution de 41,22%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 1 261,82 Mds (33,89%) et en financement extérieur pour 2 461,27 Mds (66,11%).

Comparé à l'objectif de 9 147,51 Mds prévus dans la LFI 2019, les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de 40,70%.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent dans les tableaux ci-après.

Tableau 12: Exécution des projets FINEX à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

LIBELLE	PREVISIONS FINEX 2019				EXECUTION FINEX 2019			
	PRETS	DONS	TOTAL	%	PRETS	DONS	TOTAL	%
(AFD) / France	0	24,5636	24,5636	0,48%	0,000	2,53	2,53	10,30%
IDA)	19,2063	293,0587	312,265	6,14%	477,263	228,02	705,29	225,86%
(OFID)	30,2635	10,123	40,3865	0,79%	92,852	0,00	92,85	229,91%
(BAD – FAD)	209,6215	62,6436	272,2651	5,35%	75,886	23,25	99,13	36,41%
(BADEA)	189,5358	2,49	192,0258	3,78%	265,640	0,00	265,64	138,34%
(BID)	569,7196	336,9875	906,7071	17,83%	156,349	0,00	156,35	17,24%
(FKDEA)	0	0	0	0,00%	45,864	0,00	45,86	
(FIDA)	0	10,123	10,123	0,20%	0,000	62,86	62,86	620,91%
(FED)	125	0	125	2,46%	0,000	0,00	0,00	0,00%
(FSD)	23,5155	40,368	63,8835	1,26%	25,320	0,00	25,32	39,63%
(FEM)	0	60,4842	60,4842	1,19%	0,000	0,00	0,00	0,00%
(CHINE)	1875,4513	0	1875,4513	36,87%	221,040	0,00	221,04	11,79%
(PNUD-FAO-ONUDI- FNUAP-OMS-UNICEF- UNFPA)	0	170,0984	170,0984	3,34%	0,000	0,00	0	0,00%
	0	0	0	0,00%	0,000	0,00		
La République D'Espagne	0	0	0	0,00%	0,000	0,00	0,00	
BIDC	0	0	0	0,00%	0,000	0,00	0,00	
	0	0	0	0,00%	0,000	0,00		
Autres (CFC, UA, PaysBas,Amba USA, Af sud -vietnam, Amériq ...)	708,2195	324,527	1032,7465	20,31%	0,000	0,00	0	0,00%
TOTAT GENERAL	3 750,53	1335,467	5 086,00	100,00%	1 338,229	340,72	1 678,95	33,01%

Source : DNIP

A fin décembre 2019, le niveau d'exécution du financement extérieur correspondant aux demandes de retraits de fonds s'est établi à 2 019,67 Mds à raison de 1 678,95 Mds au titre de prêts et 340,72 Mds en dons.

Il a été exécuté au 31 décembre 2019, un montant de 74 375 429 Euros soit 782,32 Mds GNF au fixing de la BCRG au 31 décembre ; 1 Euro= 10 518,57 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales (voir tableau ci-dessous).

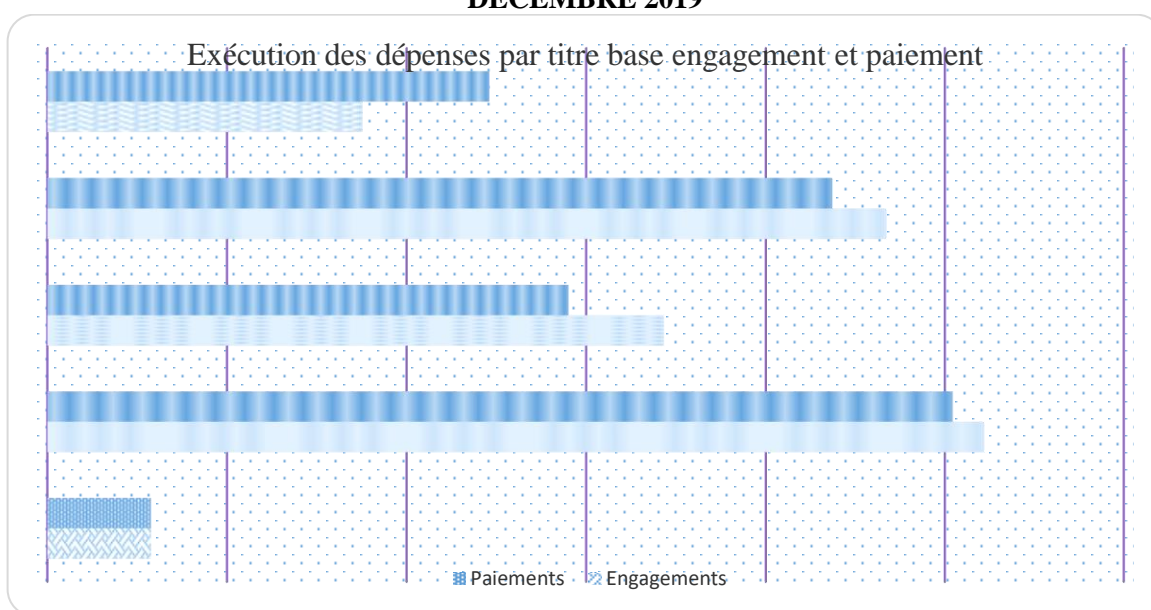
Tableau 13: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 décembre 2019 (en Mds de GNF)

Axe d'intervention	Intitulé du Projet	Paielements
Gouvernance		
	Programme d'appui complémentaire aux élections (PACE)	-0,38
	Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques (PEID)	0,00
	Facilité de coopération technique II (TCF)	0,37
	Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration (PASDD)	9,18
	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP)	16,52
	Programme d'appui à la réforme du secteur de la justice en République de Guinée (PARJU)	23,67
	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération (PAMOC)	8,70
	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération II (PAMOC II)	4,54
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (SBC/appui budgétaire)	3,58
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II	216,04
	ICSP - Mesure d'aide exceptionnelle en faveur de la Guinée "Programme d'appui à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre l'impunité en Guinée"	9,01
	Information/Communication	0,00
	Programme d'appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Migration - INTEGRA - Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée - Volet OIM	0,00
	Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet ENABEL	110,11
	Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet CCI	0,00
	Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet GIZ	33,22

	Communications - Visibilités - Evaluation - Audit - Imprévus	2,19
	Programme d'appui à la société civile en République de Guinée (PASOC)	0,23
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales - Guinée 44-UP-TRIAS	4,75
	EIDHR - Assistance aux victimes de violations graves des droits de l'homme	0,00
	EIDHR - Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative - AID ACTION ASSOCIATION	1,26
	CSO-LA - Renforcement des OSC pour la création d'emplois durables en Guinée	2,27
		0,00
Développement urbain et assainissement		0,00
	Programme de Développement Urbain et Assainissement en Guinée (SANITA)	145,36
	Projet urbain pour soutenir la consolidation du processus de sortie de crise (HIMO)	0,00
	Deuxième phase du volet Assainissement Urbain - SANITA II	0,00
Agriculture		0,00
	FOOD - Sécurité Alimentaire, Résilience et Agro-écologie en Guinée (SARA Guinée) – GRET	0,00
Sécurité		0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 1 (PARSS-1)	-2,25
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 2 (PARSS-2)	19,24
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité en Guinée (PARSS 3)	30,25
	ICSP - Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique	0,00
		0,00
Transports		0,00
	Projet d'Appui au Secteur des Transports (PAST)	6,28
	Appui au secteur des transports - (TRANSIT)	0,00
	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest – PIR	0,57
	Projet de réhabilitation de la route Coyah-Forecariah-Farmoreah	0,00
	Projet de construction et de bitumage de la route Boké (Guinée)-Québo (Guinée Bissau)	0,00
		0,00
Santé		0,00
	Projet d'Appui à la Santé en Guinée (PASA)	57,48
	Programme d'appui au secteur santé en Guinée (PASA-2)	65,90
	A West African Response to Ebola (AWARE) – PIR	4,39
		0,00
Eau		0,00

	Appui au Service Public de l'Eau - Initiative OMD (SNAPE)	9,86
Electricité		0,00
	Projet d'interconnexion en 225 KV des réseaux électriques de la Guinée et du Mali	0,00
Total		782,32

FIGURE 4: EXÉCUTION DES DÉPENSES PAR TITRE BASE ENGAGEMENT ET PAIEMENT À FIN DÉCEMBRE 2019



II-2-2 Situation des instances de paiement à fin décembre 2019

Les instances de paiement au titre de l'exercice 2019 se chiffrent globalement à 1 941,81 Mds. Elles concernent les dépenses de personnel pour 48,36 Mds, les biens et services pour 846,68 Mds, les transferts pour 408,70 Mds et les dépenses d'investissement pour 638,07 Mds. Elles se décomposent en instances prises en charge comptable pour 1 353, 85 Mds et en instances non prises en charge pour 587,96 Mds.

La situation des instances de paiement à fin décembre 2019 se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 14: Situation des restes à payer au 31 décembre 2019

TITRE BUDGETAIRE	Exercice 2019		TOTAL
	Prises en charges	Non prises en charges	
Titre I Charge Financiere De La Dette	0	0	0
Titre II: Remunerations Du Personnel	40, 56	7, 80	48, 36
Titre III: Achats De Biens Et Services	843, 01	303, 68	846, 68
Titre IV: Depenses De Tranferts	390, 91	17, 79	408, 70
Titre V: Depenses D'investissements	379, 37	258, 70	638, 07
Total Operations Budgetaires	1 353, 85	587, 96	1 941, 81

Sources : DNTCP

II.2.3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 1 687,86 Mds dont 1 194,55 Mds pour l'intérieur et 493,31 Mds pour l'extérieur (ambassades et missions diplomatiques et consulaires (Cf. tableaux 16 et 17).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 décembre 2019 (en milliards de GNF)

LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
Presidence De La Republique	2	2,72	0,05	0,05	0,00
Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	355	178,00	155,79	52,33	133,30
Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	2,84	0,00	0,00	0,00
Ministere De La Justice	4	10,87	9,91	9,91	9,91
Ministere De L'Economie Et Des Finances	3	1,34	0,43	0,43	0,42
Ministere De L'Agriculture	19	190,22	67,68	49,76	31,57
Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	4	11,97	4,21	1,04	3,51
Ministere Des Mines Et De La Geologie	1	4,90	1,98	0,00	1,98
Ministere Des Travaux Publics	35	1 076,68	479,38	376,19	361,13
Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	41	0,05	0,05	0,05	0,05
Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	1,11	1,10	1,10	0,45
Ministere De La Sante	83	371,97	337,31	314,78	248,29
Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	2	17,08	6,85	6,85	6,85
Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	44	127,68	37,61	37,61	37,13
Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	3	15,57	14,02	14,02	13,64
Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	2	4,89	2,91	2,91	1,94
Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	20	30,42	23,57	5,06	17,37
Ministere Des Transports	2	0,00	0,00	0,00	0,00

Ministere De L'Enseignement Superieur Et De La Recherche Scientifique	31	310,30	243,74	243,74	176,64
Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	26	433,90	233,31	36,11	145,65
Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	4	6,68	0,95	0,07	0,00
Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Prive	4	8,32	0,01	0,01	0,01
Région Administrative De Boké	1	0,57	0,57	0,57	0,57
Région Administrative De Faranah	1	0,46	0,46	0,46	0,46
Région Administrative De Kankan	1	0,57	0,57	0,57	0,57
Région Administrative De Kindia	1	0,57	0,57	0,57	0,57
Région Administrative De Labé	1	0,57	0,57	0,57	0,57
Région Administrative De Mamou	1	0,34	0,34	0,34	0,34
Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,69	0,69	0,69	0,69
Ministere Du Budget	7	3,83	2,02	2,02	0,00
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	15	91,97	0,93	0,00	0,93
Total	718,00	2 907,09	1 627,59	1 157,83	1 194,55

Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 décembre 2019 (en milliards de GNF)

LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
Presidence De La Republique	2	41,43	39,56	33,44	36,28
Ministere de A La Presidence Charge De La Defense Nationale	11	229,66	228,43	223,42	228,43
Ministere Des Affaires Etrangeres Et Des Guineens De L'Etranger	47	308,40	282,00	0,00	189,11
Ministere De La Fonction Publique, De La Reforme De L'Etat Et De La Modernisation De L'Administration	1	0,80	0,57	0,57	0,57
Secretariat General Des Affaires Religieuses	2	35,67	35,67	35,67	35,67
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	9,03	9,03	9,03	3,25
Total	64,00	624,99	595,26	302,13	493,31

II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables.

Les crédits inscrits dans la loi de finances rectificative en faveur des filets sociaux se chiffrent à 545,7 milliards de GNF contre 452,8 milliards de GNF en LFI 2019, soit une augmentation de 92,9 milliards de GNF. La hausse constatée s'explique par l'augmentation de l'allocation budgétaire du Ministère de la Santé à hauteur de 8% du budget global de l'Etat.

A fin décembre, le taux d'exécution des dépenses de filets sociaux se chiffre à 371,3 Mds GNF (68,05 %) contre 527,20 Mds engagés (96,60%).

Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs

Libellés	LFI	LFR	Crédits actuels	Engagements		Paielements	
				Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
AFFAIRES ECONOMIQUES	9,96	9,96	9,96	9,96	100,00%	7,79	78,25%
SANTE	314,77	400,03	400,03	395,34	98,83%	248,24	62,06%
ENSEIGNEMENT	28,21	37,47	37,47	33,29	88,86%	31,75	84,74%
PROTECTION SOCIALE	99,89	98,28	100,28	88,58	90,13%	83,56	85,02%
Total	452,83	545,74	547,74	527,17	96,60%	371,35	68,05%

Source : DNB

II.2.5 Situation de l'exécution des dépenses du BAS FNDL

L'ANAFIC bénéficie d'un Budget d'Affectation Spéciale (BAS) « Fonds National de Développement Local (FNDL) », constitué de 15% de certaines taxes provenant du secteur minier guinéen, strictement dédiés au financement des investissements et l'accompagnement des Collectivités Locales (CLs), les ressources budgétaires provenant des sectoriels dans le cadre des compétences transférées aux collectivités locales et les concours financiers des partenaires techniques et financiers.

Pour l'année 2019 qui marque le démarrage effectif des activités de l'ANAFIC, la LFR a accordé 472 Mds. Ce montant destinée au financement des investissements programmés par les Collectivités Locales dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme de développement, a été réparti selon la formule de péréquation retenue par le Gouvernement à savoir :

- (i) Une 1ère partie « dotations de structure » constituée d'un montant fixe de base de 1.000.000.000 GNF pour chacune des CLs, hormis celles de Conakry et ;
- (ii) Une seconde partie « dotations par tête d'habitant » indexée sur la population pour toutes les CLs, hormis celles de Conakry.

Sur la base des conventions de financement signées entre l'ANAFIC et les 337 collectivités locales bénéficiaires, les dotations provenant du FNDL ont permis de financer, à travers les Programmes Annuels d'Investissement de celles-ci, au total 791 microprojets, qui ont tous fait l'objet de marchés communaux pour 420, 64 Mds.

La réalisation de ces 791 microprojets a permis aux CLs de passer les marchés de travaux avec 450 PME locales et de créer un emploi pour 4500 jeunes ingénieurs ou ouvriers.

A fin décembre 2019, un montant de 264,34 Mds a été exécuté. Malgré ce niveau d'exécution du BAS (56%), les travaux de réalisation ont atteint, dans la majorité des Collectivités Locales bénéficiaires, un taux moyen d'exécution physique de plus de 70%.

Pour atteindre ce niveau d'exécution physique, une part importante des PME ayant opté pour le préfinancement, ont bénéficié des lignes de crédit auprès des banques primaires.

Etat récapitulatif des PAI à financer par le FNDL et par région administrative

N°	Région Administrative	Nombre de PAI 2019 financés	Nombre de microprojets à réaliser	Montant prévisionnel en Mds de GNF à transférer aux communes pour l'exercice 2019
1	Boké	37	97	55,96
2	Faranah	42	95	58,48
3	Kankan	58	140	92,35
4	Kindia	45	113	72,31
5	Labé	53	119	70,38
6	Mamou	36	79	48,79
7	N'Zérékoré	66	148	93,63
TOTAL GENERAL		337	791	491,92

Sur les 491,92 Mds qui ont servi au financement des 791 microprojets, la part du budget national est de 264,34 Mds.

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin décembre 2019, se chiffre à 780,02 Mds soit 0,62% du PIB contre un objectif de la même période du Programme économique soutenu par la facilité élargie de crédits du FMI de 691,99 Mds (0,5% du PIB).

Le solde net de gestion s'est établi à - 804,2 Mds contre un repère à fin décembre de -3 404,80 Mds dégageant un besoin de financement de -5 365,80 Mds pour la couverture des investissements.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 3 522,30 Mds contre des charges de financement de 2 958,14 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 3 522,30 Mds contre 6 023,20 Mds prévues dans la LFR 2019. Cette réalisation se décompose en emprunts pour 3 250,43 Mds, en remboursement de prêts accordés pour 225,49 Mds et les cessions d'actifs pour 46,38 Mds.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 2 958,14 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts pour 2 958,14 Mds dont 2 307,13 Mds en remboursement d'emprunts intérieurs et 651,01 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin décembre 2019

3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 023,2	6 022,57	3 522,30	58,48%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF					0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	97,3	97,28	46,38		1,32%

32	EMPRUNTS	5 744,0	5 744,00	3 250,43	56,59%	92,28%
321	Emprunts Intérieurs	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
	<i>dt Banques commerciales</i>	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
322	Emprunts Extérieurs	5 664,0	5 664,00	1 877,65		53,31%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	181,9	181,29	225,49	124,38%	6,40%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,6	0,65	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,6	0,65	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers					0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	180,6	180,65	225,49	124,82%	6,40%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF					
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 958,1	1 958,35	2 307,13	117,81%	77,99%
	<i>dt Banque Centrale</i>	345,0	345,00	-490,38		-16,58%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	659,0	659,00	651,01	98,79%	22,01%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR					0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,0	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales					0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises					0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers					0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)					0,00%
439	Autres prêts et avances accordés					0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00	0,0	
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	691,99	692,43	780,02	112,65%	112,72%
	Solde de base % PIB	0,5%	0,55%	0,62%	113,21%	0,00%
	PIB	126 356,0	126 988,00	126 356,00	126 860,00	126 860,00
	Taux de change USD	9 815,0	9 815,0	9 815,0	100,00%	14,183754
	Pression Fiscale y.c Dons	15,68%	15,68%	13,92%	88,77%	0,02%
	Pression Fiscale hors Dons	13,63%	13,63%	12,34%	90,52%	0,02%

V-CONCLUSION

A fin décembre 2019, la réalisation des recettes sur la base des encaissements, reste inférieure à l'objectif annuel de la LFR. En effet, les recettes mobilisées se situent à 91,90 % par rapport

aux prévisions annuelles. Quant aux dépenses, elles se situent à 85,45% par rapport à l'objectif de la LFR.

En effet, l'exécution annuelle enregistre une baisse des recettes et des dépenses par rapport à l'objectif annuel respectivement de 1 531,99 Mds et 6 603,59 Mds. La baisse des recettes est en grande partie causée par la baisse des activités au niveau de certaines sociétés minières due à l'impact de la panne du convoyeur de CBG, de la forte densité hydrique de la bauxite extraite suite à l'abondance des pluies et aux difficultés financières que traverse la SAG.

Comparativement à la situation de la LFI 2019, l'exécution du budget de l'Etat se situe à 74,48%. Par contre, en prenant en compte les prévisions ajustées, les recettes réalisées ont atteint 91,90% et les dépenses se sont établies à 69,60%.

L'exécution budgétaire au cours des derniers mois de l'année 2019 a été marquée par un fort ajustement budgétaire suite à la baisse des recettes, afin de préserver la stabilité macroéconomique et de ne pas s'éloigner des objectifs du programme économique soutenu par la facilité élargie de crédit.

En effet, le solde de base à fin décembre 2019, se chiffre à 780,02 Mds soit 0,62% du PIB contre un objectif du Programme de facilité élargie de crédits du FMI de 692,43 Mds (0,55%) du PIB.

Le solde net de gestion s'est établi à -804,20 Mds contre un repère à fin décembre de -3 404,80 dégageant un besoin de financement de 5 365,80 Mds pour la couverture des investissements.

ANNEXES

Tableau 19: Exécution globale/phase et par administration à fin décembre 2019 en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Decembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					Decembre	Taux	Decembre	Taux	Decembre	Taux	Decembre	Taux
Présidence de la Rep	462,11	94,78	556,89	427,87	568,63	123,05%	480,49	103,98%	480,35	103,95%	554,24	119,94%
Primature	74,21	15,00	89,21	64,54	81,28	109,53%	64,21	86,53%	64,21	86,53%	58,48	78,81%
Min.de la Défense	1763,08	0,19	1763,27	1685,49	1821,21	103,30%	1658,67	94,08%	1658,67	94,08%	1818,78	103,16%
Min.Admin.Terr.Dec	462,32	15,73	478,05	373,04	410,93	88,89%	196,13	42,42%	194,31	42,03%	265,09	57,34%
Min.Sécurité.Prot.Ci	296,34	0,00	296,34	256,72	350,77	118,37%	341,03	115,08%	341,03	115,08%	306,63	103,47%
Min.Justice.Gar.Scea	141,71	5,00	146,72	124,27	127,97	90,30%	117,25	82,74%	113,86	80,34%	104,66	73,85%
Min.Aff.Etran.GEtran	353,79	0,00	353,79	277,96	314,45	88,88%	27,12	7,66%	27,12	7,66%	271,60	76,77%
Ministère du Plan	142,09	-21,95	120,14	92,03	75,00	52,78%	68,84	48,45%	55,84	39,30%	53,00	37,30%
Min.Eco.et Finances	228,70	-49,77	178,93	155,58	227,47	99,46%	223,40	97,68%	223,40	97,68%	208,65	91,23%
Min. Travail et FP	57,96	5,92	63,88	35,76	80,16	138,30%	76,93	132,73%	76,93	132,73%	72,70	125,43%
Min.de l'Agr	321,47	10,00	331,47	250,45	245,56	76,39%	219,46	68,27%	219,46	68,27%	204,54	63,63%
Min.Pêche & Aquacul	46,91	0,01	46,92	43,02	47,98	102,28%	39,68	84,58%	39,68	84,58%	42,25	90,07%
Min.Géo.Min	48,65	0,01	48,66	42,09	51,36	105,56%	46,43	95,43%	46,43	95,43%	43,75	89,93%
Min.EtatTravaux.Pub.	1581,52	0,00	1581,52	1095,99	623,86	39,45%	601,85	38,06%	520,67	32,92%	497,95	31,49%
Min.Urb.Habit. Const	60,75	-8,82	51,93	51,66	54,85	90,29%	54,81	90,23%	54,81	90,23%	49,18	80,96%
Mn.Comm	40,10	-0,11	39,99	43,20	38,69	96,49%	37,54	93,61%	37,54	93,61%	34,69	86,51%
Min. Hotel. Tourisme	23,54	0,00	23,54	20,23	23,82	101,19%	23,22	98,65%	23,22	98,65%	20,57	87,39%
Min.Santé.Hy.Publiq	1444,07	0,00	1444,07	1078,66	1031,20	71,41%	963,40	66,71%	920,75	63,76%	781,99	54,15%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	132,33	-3,11	129,22	154,00	100,55	75,98%	73,79	55,76%	67,89	51,30%	81,35	61,48%
Min. Ens.pré.univ	1679,92	14,85	1694,77	1554,20	1362,85	81,13%	1333,48	79,38%	1333,04	79,35%	1314,24	78,23%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	211,00	2,94	213,94	142,55	161,05	76,33%	129,30	61,28%	128,86	61,07%	145,58	69,00%
Minist. Information	35,48	0,00	35,49	31,99	39,79	112,14%	38,98	109,86%	38,98	109,86%	36,21	102,04%
Min. Jeun.Emploi Jeu	38,28	0,00	38,28	34,95	27,73	72,43%	27,73	72,43%	27,73	72,43%	22,10	57,72%
Assemblée.Nationale	168,35	16,00	184,35	173,90	243,69	144,75%	201,59	119,74%	201,59	119,74%	233,18	138,51%
Cour Suprême	33,14	2,74	35,88	28,30	41,05	123,88%	41,05	123,88%	41,05	123,88%	34,04	102,73%

Haute Autorité. Comm	19,43	0,00	19,43	19,45	14,60	75,14%	14,60	75,14%	14,60	75,14%	11,13	57,28%
Conseil Eco. Social	19,37	0,00	19,37	19,80	30,04	155,08%	30,04	155,08%	30,04	155,08%	23,65	122,07%
Secr. Gal Gouv	23,23	0,00	23,23	11,89	18,48	79,57%	16,32	70,27%	16,32	70,27%	11,16	48,03%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	15,46	9,56	25,02	6,93	17,60	113,86%	15,65	101,23%	15,65	101,23%	6,50	42,07%
Sec. Affair.Relig.	62,61	0,00	62,61	58,00	54,80	87,52%	54,80	87,52%	54,80	87,52%	54,22	86,60%
Min.Environ.Eaux.For	112,53	0,24	112,77	94,98	138,57	123,14%	109,55	97,35%	109,34	97,17%	125,08	111,15%
Ministère Transports	41,64	0,60	42,24	35,23	47,68	114,51%	46,99	112,84%	46,99	112,84%	44,18	106,10%
Grande Chancel.	10,52	0,00	10,52	10,26	10,62	101,02%	10,62	101,02%	10,62	101,02%	6,42	61,05%
Min. Ens.Sup.Rec.	932,32	-4,29	928,02	896,43	766,56	82,22%	700,10	75,09%	700,10	75,09%	738,81	79,24%
Grands Projets	52,19	65,00	117,19	60,61	35,35	67,75%	35,35	67,75%	35,35	67,75%	31,14	59,68%
Min.Etat Energie Env	2620,00	12,51	2632,50	1446,51	2440,78	93,16%	2201,67	84,03%	2201,67	84,03%	2232,53	85,21%
Min. Tél. Econ.Num	29,29	24,90	54,20	35,96	26,62	90,87%	22,19	75,75%	22,19	75,75%	24,26	82,83%
Ministère Elevage	22,83	0,00	22,83	22,24	16,35	71,62%	12,37	54,18%	12,37	54,18%	13,74	60,16%
Min.Industrie et PME	41,24	0,00	41,24	17,58	26,03	63,11%	23,31	56,52%	23,31	56,52%	22,68	54,99%
Min.Cultu.Arts.Patri	178,54	2,16	180,70	114,76	153,01	85,70%	136,31	76,34%	136,03	76,19%	141,58	79,30%
Sec Etat Anti drogue	7,33	0,00	7,34	5,45	4,98	67,84%	4,98	67,84%	4,98	67,84%	4,76	64,92%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,14	3,79	100,00%	3,79	100,00%	3,79	100,00%	3,79	100,00%
Min.du Budget	91,68	7,00	98,69	58,64	86,88	94,76%	73,99	80,71%	73,99	80,71%	70,79	77,21%
Médiateur.Répub	15,05	0,00	15,05	14,69	24,61	163,55%	24,61	163,55%	24,61	163,55%	20,70	137,59%
CENI	372,00	204,21	576,21	425,62	575,93	154,82%	575,93	154,82%	575,93	154,82%	575,03	154,58%
Cours.Const	27,36	0,00	27,36	18,60	43,14	157,67%	43,14	157,67%	43,14	157,67%	36,19	132,24%
Cour des Comptes	49,40	0,00	49,40	50,34	35,15	71,16%	35,15	71,16%	35,15	71,16%	34,32	69,47%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,08	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	5,48	0,00	5,48	5,38	6,16	112,25%	6,16	112,25%	6,16	112,25%	4,94	90,09%
Min.UniteNat.Citoy	9,56	0,00	9,56	6,03	8,91	93,22%	8,19	85,73%	8,19	85,73%	7,90	82,70%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	15,92	0,26	16,18	7,33	15,59	97,92%	13,51	84,86%	13,51	84,86%	11,46	72,00%

Ministere charge des hydrocarbure	13,89	-3,19	10,70	6,18	6,40	46,11%	6,40	46,11%	6,40	46,11%	5,00	35,99%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	64,16	121,12	185,28	24,67	41,62	64,87%	27,99	43,63%	27,99	43,63%	34,29	53,45%
Dépenses Communes	3445,56	114,43	3559,99	3014,74	2858,42	82,96%	1876,90	54,47%	1796,48	52,14%	2605,40	75,62%
Total	18 153,98	653,93	18807,91	14 728,77	15 660,59	86,27%	13 217,00	72,80%	12 987,14	71,54%	14 157,12	77,98%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2019

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Decembre	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	462,11	94,78	556,89	427,87	0,00	0%	102,93	22,27%	341,80	73,97%	123,90	26,81%	0,00	0,00%	568,63	123,05%
Primature	74,21	15,00	89,21	64,54	0,00	0%	5,00	6,73%	50,59	68,17%	5,87	7,91%	19,83	26,72%	81,28	109,53%
Min.de la Défense	1763,08	0,19	1763,27	1685,49	0,00	0%	1404,06	79,64%	155,99	8,85%	233,73	13,26%	27,44	1,56%	1 821,21	103,30%
Min.Admin.Terr.Dec	462,32	15,73	478,05	373,04	0,00	0%	53,76	11,63%	40,01	8,65%	50,50	10,92%	266,65	57,68%	410,93	88,89%
Min.Sécurité.Prot.Ci	296,34	0,00	296,34	256,72	0,00	0%	300,24	101,32%	46,79	15,79%	3,75	1,26%	0,00	0,00%	350,77	118,37%
Min.Justice.Gar.Scea	141,71	5,00	146,72	124,27	0,00	0%	74,76	52,75%	13,50	9,53%	18,21	12,85%	21,49	15,17%	127,97	90,30%
Min.Aff.Etran.GEtran	353,79	0,00	353,79	277,96	0,00	0%	85,18	24,08%	186,19	52,63%	43,08	12,18%	0,00	0,00%	314,45	88,88%
Ministère du Plan	142,09	-21,95	120,14	92,03	0,00	0%	32,75	23,05%	14,34	10,10%	3,14	2,21%	24,76	17,43%	75,00	52,78%
Min.Eco.et Finances	228,70	-49,77	178,93	155,58	0,00	0%	180,17	78,78%	33,65	14,71%	2,93	1,28%	10,72	4,69%	227,47	99,46%
Min. Travail et FP	57,96	5,92	63,88	35,76	0,00	0%	49,46	85,34%	4,63	7,99%	24,07	41,52%	2,00	3,45%	80,16	138,30%
Min.de l'Agr	321,47	10,00	331,47	250,45	0,00	0%	170,02	52,89%	29,59	9,21%	4,65	1,45%	41,30	12,85%	245,56	76,39%
Min.Pêche & Aquacul	46,91	0,01	46,92	43,02	0,00	0%	35,36	75,38%	2,75	5,85%	2,50	5,33%	7,37	15,71%	47,98	102,28%
Min.Géo.Min	48,65	0,01	48,66	42,09	0,00	0%	40,87	84,00%	4,51	9,28%	2,05	4,22%	3,92	8,06%	51,36	105,56%
Min.EtatTravaux.Pub.	1581,52	0,00	1581,52	1095,99	0,00	0%	20,88	1,32%	0,72	0,05%	0,01	0,00%	602,25	38,08%	623,86	39,45%
Min.Urb.Habit. Const	60,75	-8,82	51,93	51,66	0,00	0%	33,49	55,13%	1,82	3,00%	0,02	0,04%	19,51	32,11%	54,85	90,29%
Mn.Comm	40,10	-0,11	39,99	43,20	0,00	0%	34,03	84,86%	3,48	8,69%	0,02	0,06%	1,16	2,88%	38,69	96,49%
Min. Hotel. Tourisme	23,54	0,00	23,54	20,23	0,00	0%	12,12	51,47%	6,59	28,02%	4,01	17,03%	1,10	4,67%	23,82	101,19%
Min.Santé.Hy.Publiq	1444,07	0,00	1444,07	1078,66	0,00	0%	278,45	19,28%	471,69	32,66%	105,55	7,31%	175,51	12,15%	1 031,20	71,41%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	132,33	-3,11	129,22	154,00	0,00	0%	25,30	19,12%	30,94	23,38%	17,07	12,90%	27,24	20,58%	100,55	75,98%
Min. Ens.pré.univ	1679,92	14,85	1694,77	1554,20	0,00	0%	1210,93	72,08%	130,61	7,77%	4,55	0,27%	16,75	1,00%	1 362,85	81,13%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	211,00	2,94	213,94	142,55	0,00	0%	108,40	51,37%	10,00	4,74%	22,06	10,45%	20,59	9,76%	161,05	76,33%

Minist. Information	35,48	0,00	35,49	31,99	0,00	0%	24,92	70,24%	3,74	10,53%	0,85	2,39%	10,28	28,98%	39,79	112,14%
Min. Jeun.Emploi Jeu	38,28	0,00	38,28	34,95	0,00	0%	12,62	32,96%	1,95	5,09%	11,60	30,32%	1,56	4,06%	27,73	72,43%
Assemblée.Nationale	168,35	16,00	184,35	173,90	0,00	0%	149,69	88,92%	0,00	0,00%	94,00	55,84%	0,00	0,00%	243,69	144,75%
Cour Suprême	33,14	2,74	35,88	28,30	0,00	0%	19,47	58,76%	0,00	0,00%	17,08	51,55%	4,50	13,58%	41,05	123,88%
Haute Autorité. Comm	19,43	0,00	19,43	19,45	0,00	0%	1,67	8,62%	0,00	0,00%	12,92	66,53%	0,00	0,00%	14,60	75,14%
Conseil Eco. Social	19,37	0,00	19,37	19,80	0,00	0%	20,53	105,96%	0,00	0,00%	9,52	49,13%	0,00	0,00%	30,04	155,08%
Secr. Gal Gouv	23,23	0,00	23,23	11,89	0,00	0%	3,81	16,42%	1,76	7,59%	0,00	0,00%	12,90	55,55%	18,48	79,57%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	15,46	9,56	25,02	6,93	0,00		0,00	0,00%	17,60	113,86%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17,60	113,86%
Sec. Affair.Relig.	62,61	0,00	62,61	58,00	0,00	0%	6,44	10,29%	0,12	0,19%	37,64	60,12%	10,60	16,93%	54,80	87,52%
Min.Environ.Eaux.For	112,53	0,24	112,77	94,98	0,00	0%	98,85	87,84%	29,23	25,98%	0,02	0,02%	10,46	9,30%	138,57	123,14%
Ministère Transports	41,64	0,60	42,24	35,23	0,00	0%	39,30	94,39%	0,88	2,12%	6,76	16,24%	0,73	1,76%	47,68	114,51%
Grande Chancel.	10,52	0,00	10,52	10,26	0,00	0%	0,58	5,50%	0,00	0,00%	10,05	95,53%	0,00	0,00%	10,62	101,02%
Min. Ens.Sup.Rec.	932,32	-4,29	928,02	896,43	0,00	0%	223,22	23,94%	57,28	6,14%	471,25	50,55%	14,81	1,59%	766,56	82,22%
Grands Projets	52,19	65,00	117,19	60,61	0,00	0%	0,56	1,08%	0,00	0,00%	15,96	30,58%	18,83	36,08%	35,35	67,75%
Min.Etat Energie Env	2620,00	12,51	2632,50	1446,51	0,00	0%	23,73	0,91%	22,16	0,85%	2169,35	82,80%	225,54	8,61%	2 440,78	93,16%
Min. Tél. Econ.Num	29,29	24,90	54,20	35,96	0,00	0%	21,70	74,08%	1,54	5,27%	0,01	0,02%	3,37	11,50%	26,62	90,87%
Ministère Elevage	22,83	0,00	22,83	22,24	0,00	0%	10,78	47,20%	4,59	20,12%	0,01	0,02%	0,98	4,28%	16,35	71,62%
Min.Industrie et PME	41,24	0,00	41,24	17,58	0,00	0%	16,87	40,91%	0,42	1,01%	1,05	2,53%	7,70	18,66%	26,03	63,11%
Min.Cultu.Arts.Patri	178,54	2,16	180,70	114,76	0,00	0%	35,14	19,68%	108,89	60,99%	6,45	3,61%	2,52	1,41%	153,01	85,70%
Sec Etat Anti drogue	7,33	0,00	7,34	5,45	0,00	0%	0,65	8,82%	4,33	59,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,98	67,84%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,14	0,00	0	0,00	0,00%	3,79	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,79	100,00%
Min.du Budget	91,68	7,00	98,69	58,64	0,00	0%	43,43	47,37%	36,39	39,69%	0,11	0,12%	6,95	7,58%	86,88	94,76%
Médiateur.Répub	15,05	0,00	15,05	14,69	0,00	0%	20,82	138,34%	0,00	0,00%	3,79	25,21%	0,00	0,00%	24,61	163,55%
CENI	372,00	204,21	576,21	425,62	0,00	0%	9,71	2,61%	554,21	148,98%	12,00	3,23%	0,00	0,00%	575,93	154,82%
Cours.Const	27,36	0,00	27,36	18,60	0,00	0%	27,54	100,64%	0,00	0,00%	15,61	57,03%	0,00	0,00%	43,14	157,67%
Cour des Comptes	49,40	0,00	49,40	50,34	0,00	0%	8,85	17,90%	0,00	0,00%	26,31	53,25%	0,00	0,00%	35,15	71,16%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,80	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,08	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	5,48	0,00	5,48	5,38	0,00	0%	3,81	69,51%	0,00	0,00%	2,34	42,74%	0,00	0,00%	6,16	112,25%

Min.UniteNat.Citoy	9,56	0,00	9,56	6,03	0,00	0%	3,90	40,83%	5,01	52,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,91	93,22%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	15,92	0,26	16,18	7,33	0,00	0%	1,14	7,17%	4,13	25,91%	9,03	56,68%	1,30	8,16%	15,59	97,92%
Ministere charge des hydrocarbure	13,89	-3,19	10,70	6,18	0,00	0%	0,37	2,66%	4,93	35,53%	0,00	0,00%	1,10	7,92%	6,40	46,11%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	64,16	121,12	185,28	24,67	0,00	0%	0,96	1,49%	2,74	4,27%	25,46	39,69%	12,46	19,42%	41,62	64,87%
Dépenses Communes	3445,56	114,43	3559,99	3014,74	577,13	19%	131,60	3,82%	987,37	28,66%	1043,32	30,28%	119,00	3,45%	2 858,42	82,96%
Total	18 153,98	653,93	18 807,91	14 728,77	577,13	3,92%	5 220,82	28,76%	3 433,30	18,91%	4 674,14	25,75%	1 755,20	9,67%	15 660,59	86,27%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 21: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement hors FINEX) à fin décembre 2019

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Decembre	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		TOTAL GENERAL	
					Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX
Présidence de la Rep	462,11	94,78	556,89	427,87	0,00	0,00%	95,96	20,76%	334,69	72,43%	123,59	26,75%	0,00	0,00%	554,24	119,94%
Primature	74,21	15,00	89,21	64,54	0,00	0,00%	3,96	5,34%	49,32	66,46%	5,20	7,01%	0,00	0,00%	58,48	78,81%
Min.de la Défense	1763,08	0,19	1763,27	1685,49	0,00	0,00%	1404,06	79,64%	153,55	8,71%	233,73	13,26%	27,44	1,56%	1818,78	103,16%
Min.Admin.Terr.Dec	462,32	15,73	478,05	373,04	0,00	0,00%	51,55	11,15%	9,34	2,02%	44,49	9,62%	159,71	34,55%	265,09	57,34%
Min.Sécurité.Prot.Ci	296,34	0,00	296,34	256,72	0,00	0,00%	272,08	91,81%	32,36	10,92%	2,19	0,74%	0,00	0,00%	306,63	103,47%
Min.Justice.Gar.Scea	141,71	5,00	146,72	124,27	0,00	0,00%	67,78	47,83%	12,01	8,47%	18,21	12,85%	6,66	4,70%	104,66	73,85%
Min.Aff.Etran.GEtran	353,79	0,00	353,79	277,96	0,00	0,00%	82,59	23,35%	165,40	46,75%	23,60	6,67%	0,00	0,00%	271,60	76,77%
Ministère du Plan	142,09	-21,95	120,14	92,03	0,00	0,00%	29,94	21,07%	11,12	7,82%	2,58	1,81%	9,37	6,59%	53,00	37,30%
Min.Eco.et Finances	228,70	-49,77	178,93	155,58	0,00	0,00%	165,43	72,33%	30,79	13,46%	2,62	1,14%	9,82	4,29%	208,65	91,23%
Min. Travail et FP	57,96	5,92	63,88	35,76	0,00	0,00%	45,45	78,41%	3,51	6,05%	21,75	37,52%	2,00	3,45%	72,70	125,43%
Min.de l'Agr	321,47	10,00	331,47	250,45	0,00	0,00%	166,63	51,83%	15,36	4,78%	2,11	0,66%	20,45	6,36%	204,54	63,63%
Min.Pêche & Aquacul	46,91	0,01	46,92	43,02	0,00	0,00%	32,44	69,16%	1,73	3,69%	2,11	4,49%	5,97	12,73%	42,25	90,07%
Min.Géo.Min	48,65	0,01	48,66	42,09	0,00	0,00%	37,73	77,55%	1,90	3,90%	2,05	4,22%	2,07	4,26%	43,75	89,93%
Min.EtatTravaux.Pub.	1581,52	0,00	1581,52	1095,99	0,00	0,00%	19,13	1,21%	0,47	0,03%	0,01	0,00%	478,35	30,25%	497,95	31,49%
Min.Urb.Habit. Const	60,75	-8,82	51,93	51,66	0,00	0,00%	31,32	51,55%	0,83	1,36%	0,02	0,04%	17,01	28,01%	49,18	80,96%
Mn.Comm	40,10	-0,11	39,99	43,20	0,00	0,00%	32,01	79,82%	2,66	6,63%	0,02	0,06%	0,00	0,00%	34,69	86,51%
Min. Hotel. Tourisme	23,54	0,00	23,54	20,23	0,00	0,00%	11,10	47,16%	5,02	21,31%	4,01	17,03%	0,45	1,90%	20,57	87,39%
Min.Santé.Hy.Publiq	1444,07	0,00	1444,07	1078,66	0,00	0,00%	272,06	18,84%	322,62	22,34%	77,63	5,38%	109,67	7,59%	781,99	54,15%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	132,33	-3,11	129,22	154,00	0,00	0,00%	22,80	17,23%	30,37	22,95%	14,73	11,13%	13,45	10,16%	81,35	61,48%
Min. Ens.pré.univ	1679,92	14,85	1694,77	1554,20	0,00	0,00%	1207,70	71,89%	85,68	5,10%	4,55	0,27%	16,31	0,97%	1314,24	78,23%

Min.Emp. Ens.Tech&FP	211,00	2,94	213,94	142,55	0,00	0,00%	102,71	48,68%	7,34	3,48%	19,63	9,30%	15,91	7,54%	145,58	69,00%
Minist. Information	35,48	0,00	35,49	31,99	0,00	0,00%	22,85	64,40%	2,90	8,16%	0,18	0,50%	10,28	28,98%	36,21	102,04 %
Min. Jeun.Emploi Jeu	38,28	0,00	38,28	34,95	0,00	0,00%	11,64	30,40%	0,74	1,92%	8,22	21,48%	1,50	3,92%	22,10	57,72%
Assemblée.Nationale	168,35	16,00	184,35	173,90	0,00	0,00%	139,18	82,67%	0,00	0,00%	94,00	55,84%	0,00	0,00%	233,18	138,51 %
Cour Suprême	33,14	2,74	35,88	28,30	0,00	0,00%	16,96	51,18%	0,00	0,00%	17,08	51,55%	0,00	0,00%	34,04	102,73 %
Haute Autorité. Comm	19,43	0,00	19,43	19,45	0,00	0,00%	1,53	7,89%	0,00	0,00%	9,60	49,39%	0,00	0,00%	11,13	57,28%
Conseil Eco. Social	19,37	0,00	19,37	19,80	0,00	0,00%	17,61	90,91%	0,00	0,00%	6,04	31,16%	0,00	0,00%	23,65	122,07 %
Secr. Gal Gouv	23,23	0,00	23,23	11,89	0,00	0,00%	3,07	13,23%	1,23	5,29%	0,00	0,00%	6,86	29,51%	11,16	48,03%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	15,46	9,56	25,02	6,93	0,00		0,00		6,50		0,00		0,00		6,50	42,07%
Sec. Affair.Relig.	62,61	0,00	62,61	58,00	0,00	0,00%	5,89	10,15%	0,12	0,20%	37,62	64,85%	10,60	18,27%	54,22	86,60%
Min.Environ.Eaux.For	112,53	0,24	112,77	94,98	0,00	0,00%	92,97	97,88%	24,32	25,61%	0,02	0,02%	7,77	8,18%	125,08	111,15 %
Ministère Transports	41,64	0,60	42,24	35,23	0,00	0,00%	36,18	102,69 %	0,65	1,84%	6,76	19,20%	0,59	1,68%	44,18	106,10 %
Grande Chancel.	10,52	0,00	10,52	10,26	0,00	0,00%	0,53	5,17%	0,00	0,00%	5,89	57,42%	0,00	0,00%	6,42	61,05%
Min. Ens.Sup.Rec.	932,32	-4,29	928,02	896,43	0,00	0,00%	207,79	23,18%	57,10	6,37%	459,10	51,21%	14,81	1,65%	738,81	79,24%
Grands Projets	52,19	65,00	117,19	60,61	0,00	0,00%	0,52	0,85%	0,00	0,00%	11,80	19,46%	18,83	31,06%	31,14	59,68%
Min.Etat Energie Env	2620,00	12,51	2632,50	1446,51	0,00	0,00%	22,14	1,53%	20,11	1,39%	1980,84	136,94%	209,45	14,48%	2232,53	85,21%
Min. Tél. Econ.Num	29,29	24,90	54,20	35,96	0,00	0,00%	19,85	55,20%	1,04	2,90%	0,01	0,02%	3,37	9,37%	24,26	82,83%
Ministère Elevage	22,83	0,00	22,83	22,24	0,00	0,00%	9,90	44,52%	3,83	17,21%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	13,74	60,16%
Min.Industrie et PME	41,24	0,00	41,24	17,58	0,00	0,00%	15,43	87,73%	0,29	1,63%	1,04	5,94%	5,92	33,67%	22,68	54,99%
Min.Cultu.Arts.Patri	178,54	2,16	180,70	114,76	0,00	0,00%	33,79	29,44%	98,96	86,23%	6,43	5,60%	2,39	2,09%	141,58	79,30%
Sec Etat Anti drogue	7,33	0,00	7,34	5,45	0,00	0,00%	0,65	11,87%	4,11	75,53%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,76	64,92%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,14	0,00	-	0,00	0,00%	3,79	2754,51%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,79	100,00 %
Min.du Budget	91,68	7,00	98,69	58,64	0,00	0,00%	38,98	66,47%	31,62	53,93%	0,02	0,03%	0,17	0,29%	70,79	77,21%
Médiateur.Répub	15,05	0,00	15,05	14,69	0,00	0,00%	17,86	121,57 %	0,00	0,00%	2,84	19,37%	0,00	0,00%	20,70	137,59 %
CENI	372,00	204,21	576,21	425,62	0,00	0,00%	8,82	2,07%	554,21	130,21%	12,00	2,82%	0,00	0,00%	575,03	154,58 %
Cours.Const	27,36	0,00	27,36	18,60	0,00	0,00%	20,58	110,65 %	0,00	0,00%	15,61	83,90%	0,00	0,00%	36,19	132,24 %

Cour des Comptes	49,40	0,00	49,40	50,34	0,00	0,00%	8,01	15,91%	0,00	0,00%	26,31	52,26%	0,00	0,00%	34,32	69,47%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,08	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	5,48	0,00	5,48	5,38	0,00	0,00%	3,24	60,27%	0,00	0,00%	1,70	31,59%	0,00	0,00%	4,94	90,09%
Min.UniteNat.Citoy	9,56	0,00	9,56	6,03	0,00	0,00%	3,53	58,65%	4,37	72,50%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	7,90	82,70%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	15,92	0,26	16,18	7,33	0,00	0,00%	0,85	11,57%	3,90	53,21%	5,42	73,86%	1,30	17,73%	11,46	72,00%
Ministere charge des hydrocarbure	13,89	-3,19	10,70	6,18	0,00	0,00%	0,19	3,13%	4,67	75,62%	0,00	0,00%	0,14	2,19%	5,00	35,99%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	64,16	121,12	185,28	24,67	0,00		0,95	3,85%	2,50	10,13%	20,37	82,56%	10,48	42,47%	34,29	53,45%
Dépenses Communes	3445,56	114,43	3559,99	3014,74	577,00	0,00%	128,72	4,27%	798,59	26,49%	1038,36	34,44%	62,74	2,08%	2605,40	75,62%
Total yc finex	18 153,98	653,93	18 807,91	14 728,77	577,00	0,00%	5 044,62	34,25%	2 901,61	19,70%	4 372,07	29,68%	1 261,82	8,57%	14 157,12	77,98%

Tableau 22: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures y c FINEX (base paiement) à fin décembre 2019

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Decembre	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX	Decembre	TAUX
Présidence de la Rep	462,11	94,78	556,89	427,87	0,00	0,00%	95,96	20,76%	334,69	72,43%	123,59	26,75%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	554,24	119,94%
Primature	74,21	15,00	89,21	64,54	0,00	0,00%	3,96	5,34%	49,32	66,46%	5,20	7,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	58,48	78,81%
Min.de la Défense	1763,08	0,19	1763,27	1685,49	0,00	0,00%	1404,06	79,64%	153,55	8,71%	233,73	13,26%	27,44	1,56%	0,00	0,00%	27,44	1,56%	1818,78	103,16%
Min.Admin.Terr.Dec	462,32	15,73	478,05	373,04	0,00	0,00%	51,55	11,15%	9,34	2,02%	44,49	9,62%	159,71	34,55%	0,00	0,00%	159,71	34,55%	265,09	57,34%
Min.Sécurité.Prot.Ci	296,34	0,00	296,34	256,72	0,00	0,00%	272,08	91,81%	32,36	10,92%	2,19	0,74%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	306,63	103,47%
Min.Justice.Gar.Scea	141,71	5,00	146,72	124,27	0,00	0,00%	67,78	47,83%	12,01	8,47%	18,21	12,85%	6,66	4,70%	0,00	0,00%	6,66	4,70%	104,66	73,85%
Min.Aff.Etran.GEtran	353,79	0,00	353,79	277,96	0,00	0,00%	82,59	23,35%	165,40	46,75%	23,60	6,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	271,60	76,77%
Ministère du Plan	142,09	-21,95	120,14	92,03	0,00	0,00%	29,94	21,07%	11,12	7,82%	2,58	1,81%	9,37	6,59%	0,00	0,00%	9,37	6,59%	53,00	37,30%
Min.Eco.et Finances	228,70	-49,77	178,93	155,58	0,00	0,00%	165,43	72,33%	30,79	13,46%	2,62	1,14%	9,82	4,29%	0,00	0,00%	9,82	4,29%	208,65	91,23%
Min. Travail et FP	57,96	5,92	63,88	35,76	0,00	0,00%	45,45	78,41%	3,51	6,05%	21,75	37,52%	2,00	3,45%	0,00	0,00%	2,00	3,45%	72,70	125,43%
Min.de l'Agr	321,47	10,00	331,47	250,45	0,00	0,00%	166,63	51,83%	15,36	4,78%	2,11	0,66%	20,45	6,36%	513,33	159,68%	533,77	166,04%	717,87	223,31%
Min.Pêche & Aquacul	46,91	0,01	46,92	43,02	0,00	0,00%	32,44	69,16%	1,73	3,69%	2,11	4,49%	5,97	12,73%	26,56	56,62%	32,53	69,35%	68,81	146,69%
Min.Géo.Min	48,65	0,01	48,66	42,09	0,00	0,00%	37,73	77,55%	1,90	3,90%	2,05	4,22%	2,07	4,26%	0,00	0,00%	2,07	4,26%	43,75	89,93%
Min.EtatTravaux.Pub.	1581,52	0,00	1581,52	1095,99	0,00	0,00%	19,13	1,21%	0,47	0,03%	0,01	0,00%	478,35	30,25%	301,60	19,07%	779,95	49,32%	799,55	50,56%
Min.Urb.Habit. Const	60,75	-8,82	51,93	51,66	0,00	0,00%	31,32	51,55%	0,83	1,36%	0,02	0,04%	17,01	28,01%	0,00	0,00%	17,01	28,01%	49,18	80,96%
Mn.Comm	40,10	-0,11	39,99	43,20	0,00	0,00%	32,01	79,82%	2,66	6,63%	0,02	0,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,69	86,51%
Min. Hotel. Tourisme	23,54	0,00	23,54	20,23	0,00	0,00%	11,10	47,16%	5,02	21,31%	4,01	17,03%	0,45	1,90%	0,00	0,00%	0,45	1,90%	20,57	87,39%
Min.Santé.Hy.Publiq	1444,07	0,00	1444,07	1078,66	0,00	0,00%	272,06	18,84%	322,62	22,34%	77,63	5,38%	109,67	7,59%	145,38	10,07%	255,05	17,66%	927,37	64,22%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	132,33	-3,11	129,22	154,00	0,00	0,00%	22,80	17,23%	30,37	22,95%	14,73	11,13%	13,45	10,16%	0,00	0,00%	13,45	10,16%	81,35	61,48%

Min. Ens.pré.univ	1679,92	14,85	1694,77	1554,20	0,00	0,00%	1207,70	71,89%	85,68	5,10%	4,55	0,27%	16,31	0,97%	4,58	0,27%	20,89	1,24%	1318,82	78,51%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	211,00	2,94	213,94	142,55	0,00	0,00%	102,71	48,68%	7,34	3,48%	19,63	9,30%	15,91	7,54%	49,42	23,42%	65,33	30,96%	195,00	92,42%
Minist. Information	35,48	0,00	35,49	31,99	0,00	0,00%	22,85	64,40%	2,90	8,16%	0,18	0,50%	10,28	28,98 %	0,00	0,00%	10,28	28,98%	36,21	102,04%
Min. Jeun.Emploi Jeu	38,28	0,00	38,28	34,95	0,00	0,00%	11,64	30,40%	0,74	1,92%	8,22	21,48%	1,50	3,92%	27,28	71,27%	28,78	75,19%	49,37	128,99%
Assemblée.Nationale	168,35	16,00	184,35	173,90	0,00	0,00%	139,18	82,67%	0,00	0,00%	94,00	55,84%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	233,18	138,51%
Cour Suprême	33,14	2,74	35,88	28,30	0,00	0,00%	16,96	51,18%	0,00	0,00%	17,08	51,55%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,04	102,73%
Haute Autorité. Comm	19,43	0,00	19,43	19,45	0,00	0,00%	1,53	7,89%	0,00	0,00%	9,60	49,39%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,13	57,28%
Conseil Eco. Social	19,37	0,00	19,37	19,80	0,00	0,00%	17,61	90,91%	0,00	0,00%	6,04	31,16%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23,65	122,07%
Secr. Gal Gouv	23,23	0,00	23,23	11,89	0,00	0,00%	3,07	13,23%	1,23	5,29%	0,00	0,00%	6,86	29,51 %	0,00	0,00%	6,86	29,51%	11,16	48,03%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	15,46	9,56	25,02	6,93	0,00		0,00		6,50		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,50	42,07%
Sec. Affair.Relig.	62,61	0,00	62,61	58,00	0,00	0,00%	5,89	10,15%	0,12	0,20%	37,62	64,85%	10,60	18,27 %	0,00	0,00%	10,60	16,93%	54,22	86,60%
Min.Environ.Eaux.For	112,53	0,24	112,77	94,98	0,00	0,00%	92,97	97,88%	24,32	25,61%	0,02	0,02%	7,77	8,18%	7,67	6,81%	15,43	13,71%	132,75	117,96%
Ministère Transports	41,64	0,60	42,24	35,23	0,00	0,00%	36,18	102,69%	0,65	1,84%	6,76	19,20%	0,59	1,68%	0,00	0,00%	0,59	1,42%	44,18	106,10%
Grande Chancel.	10,52	0,00	10,52	10,26	0,00	0,00%	0,53	5,17%	0,00	0,00%	5,89	57,42%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,42	61,05%
Min. Ens.Sup.Rec.	932,32	-4,29	928,02	896,43	0,00	0,00%	207,79	23,18%	57,10	6,37%	459,10	51,21%	14,81	1,65%	0,00	0,00%	14,81	1,59%	738,81	79,24%
Grands Projets	52,19	65,00	117,19	60,61	0,00	0,00%	0,52	0,85%	0,00	0,00%	11,80	19,46%	18,83	31,06 %	0,00	0,00%	18,83	36,08%	31,14	59,68%
Min.Etat Energie Env	2620,00	12,51	2632,50	1446,51	0,00	0,00%	22,14	1,53%	20,11	1,39%	1980,84	136,94%	209,45	14,48 %	436,91	16,68%	646,36	24,67%	2669,44	101,89%
Min. Tél. Econ.Num	29,29	24,90	54,20	35,96	0,00	0,00%	19,85	55,20%	1,04	2,90%	0,01	0,02%	3,37	9,37%	0,00	0,00%	3,37	11,50%	24,26	82,83%
Ministère Elevage	22,83	0,00	22,83	22,24	0,00	0,00%	9,90	44,52%	3,83	17,21%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,74	60,16%
Min.Industrie et PME	41,24	0,00	41,24	17,58	0,00	0,00%	15,43	87,73%	0,29	1,63%	1,04	5,94%	5,92	33,67 %	1,72	4,17%	7,64	18,52%	24,40	59,16%
Min.Cultu.Arts.Patri	178,54	2,16	180,70	114,76	0,00	0,00%	33,79	29,44%	98,96	86,23%	6,43	5,60%	2,39	2,09%	0,00	0,00%	2,39	1,34%	141,58	79,30%
Sec Etat Anti drogue	7,33	0,00	7,34	5,45	0,00	0,00%	0,65	11,87%	4,11	75,53%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,76	64,92%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,14	0,00	-	0,00	0,00%	3,79	2754,51 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	164,52	4341,94 %	164,52	4341,94 %	168,30	4441,94 %
Min.du Budget	91,68	7,00	98,69	58,64	0,00	0,00%	38,98	66,47%	31,62	53,93%	0,02	0,03%	0,17	0,29%	0,00	0,00%	0,17	0,19%	70,79	77,21%
Médiateur.Répub	15,05	0,00	15,05	14,69	0,00	0,00%	17,86	121,57%	0,00	0,00%	2,84	19,37%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,70	137,59%
CENI	372,00	204,21	576,21	425,62	0,00	0,00%	8,82	2,07%	554,21	130,21%	12,00	2,82%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	575,03	154,58%
Cours.Const	27,36	0,00	27,36	18,60	0,00	0,00%	20,58	110,65%	0,00	0,00%	15,61	83,90%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	36,19	132,24%

Cour des Comptes	49,40	0,00	49,40	50,34	0,00	0,00%	8,01	15,91%	0,00	0,00%	26,31	52,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,32	69,47%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,08	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	5,48	0,00	5,48	5,38	0,00	0,00%	3,24	60,27%	0,00	0,00%	1,70	31,59%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,94	90,09%
Min.UniteNat.Citoy	9,56	0,00	9,56	6,03	0,00	0,00%	3,53	58,65%	4,37	72,50%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,90	82,70%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	15,92	0,26	16,18	7,33	0,00	0,00%	0,85	11,57%	3,90	53,21%	5,42	73,86%	1,30	17,73 %	0,00	0,00%	1,30	8,16%	11,46	72,00%
Ministere charge des hydrocarbure	13,89	-3,19	10,70	6,18	0,00	0,00%	0,19	3,13%	4,67	75,62%	0,00	0,00%	0,14	2,19%	0,00	0,00%	0,14	0,98%	5,00	35,99%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	64,16	121,12	185,28	24,67	0,00	0,00%	0,95	3,85%	2,50	10,13%	20,37	82,56%	10,48	42,47 %	0,00	0,00%	10,48	16,33%	34,29	53,45%
Dépenses Communes	3445,56	114,43	3559,99	3014,74	577,00	0,00%	128,72	4,27%	798,59	26,49%	1038,36	34,44%	62,74	2,08%	0,00	0,00%	62,74	1,82%	2605,40	75,62%
Total yc finex	23 221,98	653,93	18 807,91	14 728,77	577,00	0,00%	5 044,62	34,25%	2 901,61	19,70%	4 372,07	29,68%	1 261,82	8,57%	1 678,95	7,23%	2 940,77	12,66%	15 836,07	68,19%

Sources : DNB/DNSI

Tableau 23: Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2019 (en milliards de gnf)

Piliers	LFR 2019 (1)	Plan d'Engagement Decembre(2)	Engagements jan-Decembre (3)	Paiements jan- Decembre (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 530,12	7 578,90	8 310,65	7 614,16	97,43%
FINEX	2 381,33	2381,33	172,18	172,18126	7,23%
Transformation économique durable et inclusive	4 884,93	3 095,42	3 649,23	3 233,07	74,70%
FINEX	1 363,71	1363,71	1 280,11	1 280,11	93,87%
Développement inclusif du capital humain	4 651,94	4 007,53	3 642,74	3 261,86	78,31%
FINEX	1 298,67	1298,67	226,66	226,66	17,45%
Gestion durable du capital naturel	87,00	46,91	57,98	48,03	66,64%
FINEX	24,29	24,29	0,00	0	0,00%
Total	18 153,98	14 728,77	15 660,59	14 157,12	86,27%
Total FINEX	5 068,00	5 068,00	1 678,95	1 678,95	33,13%
Total général	23 221,98	19 796,77	17 339,54	15 836,07	74,67%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 24: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin Decembre2019		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Kaloum	2	0,09	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,06	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,06	0,00	0	0,00%
Ratoma	1	0,06	0,00	0	0,00%
Matoto	1	0,06	0,00	0	0,00%
Boke	10	0,26	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,20	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,11	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,20	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,18	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,30	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,22	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,20	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,31	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,32	0,00	0	0,00%
Kerouane	8	0,20	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,29	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,29	0,00	0	0,00%
Siguiri	13	0,31	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,26	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,11	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,18	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,25	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,34	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,35	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,16	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,27	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,31	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,25	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,37	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,25	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,29	0,00	0	0,00%
N'Zerekore	11	0,28	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,34	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,25	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,22	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,36	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,18	0,00	0	0,00%
Total general	345	8,75	0,00	0	0,00%

Sources : DNSI

Tableau 25: Etat d'exécution des subventions et transferts (hors collectivités locales) en milliards de gnf

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin Decembre 2019		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	10	129,03	123,90	8	96,02%
Primature	3	9,00	5,87	3	65,19%
Ministère de la Défense Nationale	5	233,79	233,73	4	99,98%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	10	50,96	50,50	7	99,09%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	5,48	3,75	6	68,36%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	7	18,39	18,21	6	99,03%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	2	48,03	43,08	2	89,69%
Ministère du Plan	8	6,98	3,14	7	44,99%
Ministère de l'Economie et des Finances	6	2,93	2,93	6	100,21%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	25,11	24,07	10	95,86%
Ministère de l'Agriculture	7	7,23	4,65	6	64,24%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	3,64	2,50	7	68,66%
Ministère Mines, Géologie	4	2,74	2,05	3	74,95%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,01	2	108,19%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	0,13	0,02	3	18,12%
Ministère du Commerce	3	0,02	0,02	3	107,58%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	3	4,01	4,01	3	100,01%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	171	106,53	105,55	169	99,08%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	18	20,06	17,07	9	85,10%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	6	4,98	4,55	4	91,49%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	13	29,53	22,06	8	74,69%
Ministère de l'Information	4	0,85	0,85	3	100,01%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	8	14,20	10,52	8	74,12%
Assemblée.Nationale	1	94,00	94,00	1	100,00%

Cour Suprême de l'Etat	1	17,08	17,08	1	100,00%
Haute Autorité de la Communication	2	12,92	12,92	2	100,00%
Conseil Economique et Social	1	9,52	9,52	1	100,00%
Secretariat Général du Gouvernement	2	0,05	0,00	1	1,57%
Sécrtariat Général aux Affaires Religieuses	11	37,97	37,64	9	99,14%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	7	0,21	0,02	3	11,08%
Ministère des Transports	8	10,72	6,76	8	63,07%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	10,05	10,05	3	100,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	145	508,40	471,25	140	92,69%
Administration et Contrôle des Grands Projets	1	16,65	15,96	1	95,83%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	6	2162,95	2162,95	6	100,00%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	0,05	0,01	2	12,77%
Ministère de l'Elevage	3	0,32	0,01	2	1,77%
Ministère industries et des PME	3	1,07	1,05	3	97,73%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	13	9,08	6,45	10	71,02%
Ministère du Budget	5	0,25	0,11	3	42,31%
Médiateur de la République	1	3,79	3,79	1	100,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	12,00	12,00	1	100,00%
Cours Constitutionnelle	1	15,61	15,61	1	100,00%
Cour des Comptes	1	26,31	26,31	1	100,00%
Haute Cour de Justice	1	1,59	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,17	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,34	2,34	1	100,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	1	0,00	0,00	1	1,104757328
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	9,03	9,03	1	100,00%
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	4	45,03	25,46	2	56,55%
Dépenses communes	12	1050,83	1043,32	5	99,29%
Total	561	4 783,60	4 666,66	497	97,56%

Sources : DNSI

Tableau 26: Situation résumée des opérations budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

Code NBE	LIBELLE	LFR 2019	Prévision FMI	Réal Decembre 2019	Taux	Part
1	RECETTES	19 816,7	19 715,0	17 590,6	89,22%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	16 747,5	16 646,3	15 583,6	93,62%	88,59%
	dt Recette Minière	2 612,6	2 632,0	2 373,7	90,19%	13,49%
	dt Recette Pétrolière					0,00%
	dt TSPP					0,00%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 830,6	3 830,6	3 196,1	83,43%	18,17%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	289,5	289,5	303,1	104,67%	1,72%
113	Impôts sur ne patrimoine	51,4	51,4	35,5	69,03%	0,20%
114	Impôts sur les biens et services	8 882,9	8 781,6	7 955,6	90,59%	45,23%
	dt RER	300,0	300,0	285,3	95,11%	1,62%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 622,0	3 622,0	4 035,4	111,41%	22,94%
116	Autres recettes fiscales .	71,1	71,1	57,9	81,48%	0,33%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 402,0	1 402,0	837,8		4,76%
13	AUTRES RECETTES	1 195,2	1 194,7	1 165,7	97,58%	6,63%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	472,0	220,97	220,97	100,00%	1,26%
2	DEPENSES	23 221,4	23 120,2	18 394,9	79,56%	100,00%
21	Charges financières de la dette	966,6	967,0	577,1	59,68%	3,14%
	Intérêt Dette Intérieure	715,6	716,0	390,6	54,56%	2,12%
	Intérêt Dette Extérieure	251,0	251,0	186,1	74,16%	1,01%
22	Dépenses de personnel	5 131,9	5 131,9	4 430,1	86,32%	24,08%
23	Dépenses de Biens et services	3 441,7	3 353,1	4 252,8	126,83%	23,12%
	dt RER	300,0	300,0	285,3	95,11%	1,55%
24	Dépenses de transfert	4 649,0	4 649,0	4 569,6	98,29%	24,84%
	dt EDG		2 157,0	2 157,0	100,00%	11,73%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-3 404,8	-3 405,2	-804,2	23,62%	-4,37%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 560,2	8 547,1	4 561,6	53,37%	24,80%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	8 397,5	8 384,4	3 415,8	40,74%	18,57%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	3 329,5	3 316,4	1 736,8	52,37%	9,44%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	686,0	686,0	0,0		0,00%

2513	Grosses réparations	0,8	0,8	0,0		0,00%
2514	Immobilisations non Produites	5 068,0	5 068,00	1 678,95		9,13%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-11 965,0	-11 952,3	-5 365,8	44,89%	-29,17%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	162,8	162,8	1 145,8	704,05%	6,23%
2521	Immobilisations financières intérieures	162,8	162,8	117,1	71,97%	0,64%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures			1 028,7		
2523	Immobilisations financières extérieures					
2524	Autres Immobilisations financières extérieures					
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	472,0	220,97	220,97	100,00%	1,20%
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 023,2	6 022,57	3 522,30	58,48%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF					0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	97,3	97,28	46,38		1,32%
32	EMPRUNTS	5 744,0	5 744,00	3 250,43	56,59%	92,28%
321	Emprunts Intérieurs	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
	<i>dt Banque commerciale</i>	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
322	Emprunts Extérieurs	5 664,0	5 664,00	1 877,65		53,31%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	181,9	181,29	225,49	124,38%	6,40%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,6	0,65	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,6	0,65	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers					0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	180,6	180,65	225,49	124,82%	6,40%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF					
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 958,1	1 958,35	2 307,13	117,81%	77,99%
	<i>dt Banque Centrale</i>	345,0	345,00	-490,38		-16,58%

412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	659,0	659,00	651,01	98,79%	22,01%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR					0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,0	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales					0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises					0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers					0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)					0,00%
439	Autres prêts et avances accordés					0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00	0,0	
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	691,99	692,43	780,02	112,65%	112,72%
	Solde de base % PIB	0,5%	0,55%	0,62%	113,21%	0,00%
	PIB	126 356,0	126 988,00	126 356,00	126 860,00	126 860,00
	Taux de change USD	9 815,0	9 815,0	9 815,0	100,00%	14,183754
	Pression Fiscale yc Dons	15,68%	15,68%	13,92%	88,77%	0,02%
	Pression Fiscale hors Dons	13,63%	13,63%	12,34%	90,52%	0,02%

Tableau 27: Exécution des Investissements par Bailleurs en milliards de GNF

LIBELLE	PREVISIONS FINEX 2019				EXECUTION FINEX 2019			
	PRETS	DONS	TOTAL	%	PRETS	DONS	TOTAL	%
(AFD) / France	0,00	24,56	24,56	0,48%	0,00	2,53	2,53	10,30%
IDA)	19,21	293,06	312,27	6,14%	477,26	228,02	705,29	225,86%
(OFID)	30,26	10,12	40,39	0,79%	92,85	0,00	92,85	229,91%
(BAD – FAD)	209,62	62,64	272,27	5,35%	75,89	23,25	99,13	36,41%
(BADEA)	189,54	2,49	192,03	3,78%	265,64	0,00	265,64	138,34%
(BID)	569,72	336,99	906,71	17,83%	156,35	0,00	156,35	17,24%
(FKDEA)	0,00	0,00	0,00	0,00%	45,86	0,00	45,86	
(FIDA)	0,00	10,12	10,12	0,20%	0,00	62,86	62,86	620,91%
(FED)	125,00	0,00	125,00	2,46%	0,00	0,00	0,00	0,00%
(FSD)	23,52	40,37	63,88	1,26%	25,32	0,00	25,32	39,63%
(FEM)	0,00	60,48	60,48	1,19%	0,00	0,00	0,00	0,00%
(CHINE)	1875,45	0,00	1875,45	36,87%	221,04	0,00	221,04	11,79%
(PNUD-FAO-ONUDI- FNUAP-OMS-UNICEF- UNFPA)	0,00	170,10	170,10	3,34%	0,00	0,00	0,00	0,00%
	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		
La République D'Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	
BIDC	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		
Autres (CFC, UA, PaysBas,Amba USA, Af sud -vietnam, Amériq ...)	708,22	324,53	1032,75	20,31%	0,00	0,00	0,00	0,00%
TOAT BENERAL	3750,53	1335,47	5086,00	100,00%	1338,23	340,72	1678,95	33,01%